

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022



905, AVENUE DE LORIMIER, BUREAU 1131
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 3V9

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-----------------------------------|----|
| INTRODUCTION | 4 |
| RAPPORT DU PRÉSIDENT | 5 |
| RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE | 8 |
| RAPPORT DU COMITÉ DES PLAINTES | 11 |
| FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2022 | 12 |
| RAPPORT DU TRÉSORIER | 21 |
| SITUATION FINANCIÈRE 2022 | 23 |
| ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS | 26 |
| OBJECTIFS ET FONCTIONNEMENT | 28 |
| COMPOSITION ET STRUCTURE | 30 |
| DÉCISIONS DU CONSEIL DE PRESSE | 32 |

Ce rapport, préparé par Élisabeth Bergeron, est disponible sur le site internet du Conseil de presse du Québec à l'adresse suivante : www.conseildepresse.qc.ca.

© Conseil de presse du Québec 2022

Toute reproduction, en tout ou en partie, est permise à condition d'en mentionner la source.

INTRODUCTION

Le Conseil de presse du Québec œuvre depuis 50 ans à la protection de la liberté de la presse et à la défense du droit du public à une information de qualité

Son action s'étend à tous les médias d'information distribués ou diffusés au Québec, qu'ils soient membres ou non du Conseil, qu'ils appartiennent à la presse écrite ou électronique. Le Conseil reçoit les plaintes du public et fonctionne comme mécanisme d'autorégulation de la presse québécoise.

Chaque année, le Conseil répond à des centaines de requêtes allant de demandes de renseignements du public concernant des plaintes, des intentions de plaintes et des commentaires, provenant des quatre coins du Québec, et même de l'extérieur.

Le rapport d'activités de 2022 présente l'ensemble des décisions déontologiques des différentes instances et comités du Conseil de presse, en plus d'une vue globale sur l'organisme, ses travaux et son rayonnement.



RAPPORT DU PRÉSIDENT

LE PROCÈS QUÉBECOR... ET QUELQUES BONNES NOUVELLES !

J'ai le privilège de présider aux destinées du Conseil de presse du Québec (CPQ) depuis la mi-mai 2022. J'en profite pour remercier les médias membres, le conseil d'administration et l'équipe, de leur confiance. Il s'agit donc pour moi d'un tout premier Rapport du Président. Le moins que je puisse dire à propos de ces premiers mois en poste, c'est que l'action n'a pas manqué, et, heureusement, les bonnes nouvelles non plus !

D'entrée de jeu, impossible de ne pas aborder cependant l'événement des derniers mois, soit la tenue, début septembre 2022, du procès en Cour supérieure découlant de la demande d'injonction et de dommages déposée quatre ans plus tôt par Le Journal de Montréal et Groupe TVA contre le Conseil de presse du Québec.

Nous avons pu compter sur les témoignages de représentants clés qui ont expliqué à la Cour la mission et le fonctionnement du Conseil.

Notre Secrétaire générale, Caroline Locher, le représentant de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Éric-Pierre Champagne, l'ancien membre du bureau de direction du Conseil, Luc Tremblay, et enfin notre témoin expert, Claude Robillard, méritent notre plus grande admiration et nos plus chaleureux remerciements. Ils n'étaient pas conviés à une balade dans le parc... mais ils étaient prêts.

Nos avocats, Me Lahbib Chetaibi et Me Pierre Giroux, ont quant à eux vaillamment défendu le Conseil et la liberté de la presse, imposant une défense structurée et méthodique, fondée sur une jurisprudence étoffée.

La conclusion est entre les mains de l'honorable juge Bernard Jolin qui devrait rendre une décision quelque part en février ou en mars 2023. Pour l'avenir du Conseil, ce jugement à venir sera sans nul doute capital. À suivre...

À noter que ce procès est par ailleurs devenu pour moi une autre occasion de mesurer à travers les commentaires et les encouragements reçus de toutes parts que le Conseil de presse du Québec est plus que jamais une institution qui suscite confiance et respect.

Financement accru et bienvenu !

Pour ce qui est de la meilleure nouvelle des derniers mois, c'est sans contredit la décision du ministère de la Culture et des Communications du Québec de porter à 350 000 \$ son soutien financier annuel au Conseil. Il s'agit d'une importante hausse de 100 000 \$ par rapport à ce qui était consenti à notre organisme depuis une dizaine d'années. C'était aussi nécessaire que bienvenu. Au nom du conseil d'administration et de l'équipe, je tiens à remercier sincèrement la ministre Nathalie Roy qui était toujours aux commandes à ce moment-là et sa sous-ministre Nathalie Verge pour leur bienveillante écoute et leur soutien au CPQ.

Malheureusement, le défi du financement du Conseil n'est pas pour autant une affaire classée, particulièrement dans le contexte où l'avenir offre bien peu de certitudes et de garanties aux médias quant à la rentabilité future de leurs opérations et donc à leur capacité de soutenir le CPQ.

Et comme la méfiance d'une partie de la population à l'égard des médias et des journalistes est toujours vive, le Conseil se voit poussé à faire plus. Au-delà de son rôle fondamental de gardien de la qualité de l'information diffusée au Québec à travers un traitement rigoureux et respecté des plaintes reçues, il doit notamment travailler à mieux se faire connaître et à contribuer davantage à l'éducation du public. L'autorégulation, c'est aussi accepter de se prendre en main jusque dans les efforts de financement quand la situation l'exige. Et nous sommes rendus là.

Le conseil d'administration a donc convenu avec moi, et c'est pour le CPQ un virage majeur, qu'il y avait désormais nécessité d'inviter d'autres acteurs que les médias, les journalistes et le gouvernement à mettre l'épaule à la roue, tout en protégeant la sacro-sainte indépendance du Conseil. D'autres ont, tout comme nous, un intérêt réel à ce que l'information diffusée au Québec demeure de la meilleure qualité possible.

Ceci n'exclut pas, bien sûr, de miser d'abord et avant tout sur le milieu de l'information. À cet égard, je suis fier de l'arrivée cette année de Groupe Contex (Les Affaires) et de La Presse Canadienne parmi nos membres. Et des démarches prometteuses sont en cours pour élargir encore davantage l'adhésion des médias.

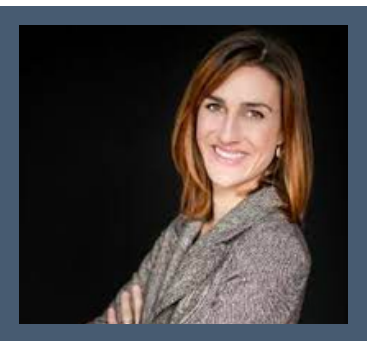
Impossible pour moi enfin de ne pas saluer le travail inestimable des membres du conseil d'administration, et en particulier celui du bureau de direction qui m'épaule étroitement et, bien sûr, celui de notre dévouée Secrétaire générale, Caroline Locher, qui gère le quotidien du Conseil avec une grande maestria.

Le tout dernier mot de ce rapport va à mon amie et prédécesseure Paule Beaugrand-Champagne pour laquelle j'ai la plus grande estime. Pendant huit ans, soit jusqu'à mai dernier, elle a mené le CPQ avec un inégalable doigté, bataillant avec une inépuisable énergie pour le faire progresser vers une belle maturité. Tout cela avec la complicité et le professionnalisme de Caroline. Du fond du cœur Paule, merci pour tout et bonne santé. Nous te sommes tous grandement redevables.



PIERRE-PAUL NOREAU

Président et membre du bureau de direction



RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

L'ESSOR DU CONSEIL DE PRESSE

L'année 2022 fut trépidante pour le Conseil. Le recrutement d'un nouveau président, un procès d'une importance capitale et des décisions déontologiques fort médiatisées nous ont tenus très occupés, en plus de la sollicitation continue du public.

À l'aube de ses 50 ans, le Conseil de presse prend de l'envergure, comme en témoignent, en 2022, l'adhésion de nouvelles entreprises médiatiques, la contribution accrue des médias membres de longue date, et le soutien bonifié du gouvernement du Québec.

Sur le plan international, le Conseil est devenu membre associé de l'Alliance des conseils de presse indépendants d'Europe (Alliance of Independent Press Councils of Europe - AIPCE). Cette collaboration se développe informellement depuis quelques années (déjà en 2019, je représentais le Conseil au Forum européen des conseils de presse à Bruxelles), la voici concrétisée. Les échanges et les idées qui émanent de cette relation sont riches et nous tiennent à l'affût des grandes tendances en matière d'autoréglementation et de déontologie, en cette ère numérique où le journalisme est en constante mouvance.

Au secrétariat à Montréal, l'équipe s'agrandit et avec elle, la capacité de traiter davantage de dossiers et de s'attaquer simultanément aux longs délais de traitement. Pour arriver à ces fins, nous avons déployé un nouveau système informatisé de traitement des plaintes et entamé la conception d'un nouveau site Internet qui verra bientôt le jour.

Le Conseil a reçu **470 plaintes** du public en 2022 et ouvert **230 dossiers**. Les deux dernières années représentent un record historique en ce qui concerne le nombre de dossiers ouverts.

C'est dire combien le public, les médias, et les journalistes croient au Conseil de presse. Sa mission est fondamentale, car en ces temps d'extrême désinformation sur Internet, le rôle des journalistes est plus important que jamais.

Bienvenue, M. le président!

L'arrivée en mai du nouveau président, **Pierre-Paul Noreau**, fut un moment marquant pour le Conseil, après huit ans à la présidence de l'exceptionnelle Paule Beaugrand-Champagne, qui a terminé son deuxième et dernier mandat avec une fête en son honneur et une tournée médiatique qui a consacré son legs au milieu journalistique québécois.

Le comité de sélection de la présidence a vu en Pierre-Paul Noreau un meneur de la mission du Conseil d'une motivation manifeste. Je me joins à eux pour exprimer tout le bonheur que j'ai déjà à travailler avec cet homme d'une grande expérience journalistique, d'une énergie débordante, totalement dévoué à la cause du Conseil et qui, en outre, est d'une gentillesse inouïe. Ses qualités favorisent l'harmonie si importante du conseil d'administration tripartite qu'il préside.

Enfin, le procès

Il y a plus de quatre ans, en août 2018, un huissier venait porter à nos bureaux une poursuite qui allait devenir la plus importante bataille juridique de l'histoire du Conseil de presse. Les médias de Québecor souhaitent, à travers ce recours, que le Conseil cesse de traiter les plaintes du public les concernant et réclament des dommages de plus de 400 000 \$ pour atteinte à leur réputation. Au cours de ce long périple juridique, le Conseil, avec ses ressources limitées, s'est battu pour défendre le droit du public de porter plainte envers tous les médias du Québec et le droit du Conseil d'entendre ces plaintes et d'y répondre. Le point culminant fut le procès en septembre de cette année. Heureusement, le Conseil a pu compter sur un soutien moral continu du milieu journalistique et du public pour défendre sa mission.

Remerciements

Le Conseil de presse fonctionne grâce à l'implication inestimable de ses membres bénévoles qu'ils soient journalistes, patrons de presse ou issus du public.

Se sont joints au conseil d'administration en 2022 :

Pierre-Paul Noreau, représentant du public et président du Conseil

Sylvie Fournier, représentante des journalistes

Daniel Leduc, représentant des journalistes

Rémi Authier, représentant des journalistes

Les membres suivants ont quitté le Conseil en 2022. Il faut les remercier pour leur engagement :

Paule Beaugrand-Champagne, représentante du public et présidente du Conseil

Denis Couture, représentant des journalistes

Madeleine Roy, représentante des journalistes

Mélissa Guillemette, représentante des journalistes

Richard Nardoza, représentant du public

Soulignons finalement le départ de **Gilber Paquette**, après une contribution importante de 4 ans à la commission d'appel et souhaitons la bienvenue à **Éric Trottier** qui lui succède.

Mon dernier mot est dédié à la formidable équipe d'employés du Conseil, car sans elle, rien ne serait possible.

Florence Reinson, directrice, éthique et déontologie journalistique et **Geneviève Fortin**, analyste sénior et chargée de projet, sont des expertes de la déontologie journalistique. Deux nouveaux analystes se sont joints à l'équipe en 2022, **Étienne Godin** et **Marie-Claude Simard**, ainsi que notre nouvelle adjointe administrative, **Élizabeth Bergeron**. Ces trois recrues se sont lancées dans le monde de la déontologie journalistique dès le premier jour, avec un enthousiasme contagieux. Sans oublier notre analyste à la pige **Carole Robitaille**, toujours si minutieuse dans la préparation de ses dossiers. Je tiens finalement à remercier **Mikaelle Tourigny**, **Marc Duran Riera** et **Manon Desrosiers** pour leur contribution au Conseil au fil des dernières années.

Si le Conseil de presse a le vent dans les voiles aujourd'hui, c'est grâce à tous ceux qui, dans l'intérêt public, se dévouent à une information de qualité, pour notre bien à tous.



CAROLINE LOCHER

Secrétaire générale et membre du bureau de direction

RAPPORT DU COMITÉ DES PLAINTES

Le comité des plaintes étudie les dossiers qui lui sont soumis en concordance avec le Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec. Son appréciation des faits se base sur la preuve communiquée par les parties, les principes déontologiques et les décisions antérieures du Conseil. Les décisions du comité des plaintes peuvent être portées en appel devant la commission d'appel.

En 2022, le comité des plaintes a traité 39 dossiers soumis à son attention et a rendu un nombre équivalent de décisions, dans un délai moyen de 14 mois. Chaque dossier peut contenir plusieurs plaintes visant un même produit journalistique.

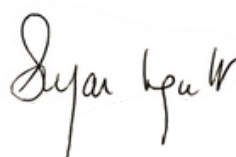
Au cours de cette période, le comité des plaintes a retenu (en tout ou en partie) 33 % des dossiers de plaintes analysés. Les plaignants ont invoqué 104 griefs dans les dossiers traités en comité des plaintes. Les griefs portaient sur la recherche de la vérité (65 %), le respect des personnes et des groupes (33 %) et l'indépendance journalistique (2 %). Comme lors des années précédentes, le comité des plaintes a pris des décisions majoritairement unanimes.

Le comité des plaintes est composé de membres du conseil d'administration représentant à parts égales les entreprises de presse, les journalistes et le public et il est présidé par un représentant du public. Pour rendre leurs décisions, les membres sont divisés en sous-comités tripartites. En 2022, le comité des plaintes s'est réuni six fois, soit en personne, soit de façon virtuelle. Les membres qui l'ont présidé sont Richard Nadozza- jusqu'en novembre 2022 -, Renée Lamontagne et Suzanne Legault.

Nous tenons à remercier tous les membres du Conseil de leur implication, à titre bénévole, aux travaux du comité des plaintes.



RENÉE LAMONTAGNE



SUZANNE LEGAULT

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2022

Les travaux du comité des plaintes et autres comités

Chaque comité décisionnel, tout comme le conseil d'administration, est tripartite et composé de journalistes, de représentants des entreprises de presse et de membres du public.

Les plaintes déposées en 2022

Parallèlement aux travaux des comités, le Conseil de presse a reçu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022, 470 plaintes.

Sur les 470 plaintes déposées, 230 dossiers ont été ouverts pour étude dans les prochains mois. Chaque dossier peut contenir plusieurs plaintes visant un même produit journalistique. Les délais de traitement pour ces dossiers sont actuellement de 14 mois en moyenne.

Les décisions

Il y a eu 274* décisions rendues par les différents comités et instances du Conseil de presse du Québec.

- 230 décisions de recevabilité
 - 44 recevables
 - 186 non recevables
- 39 décisions par le comité des plaintes
- 5 décisions par la commission d'appel
- 1 dossier a été clos pour désistement.

* Un dossier peut avoir été traité par plus d'une instance.

La recevabilité des plaintes

Sur 230 dossiers soumis en recevabilité, 186 ont été jugés non recevables, représentant un taux de 81 %.

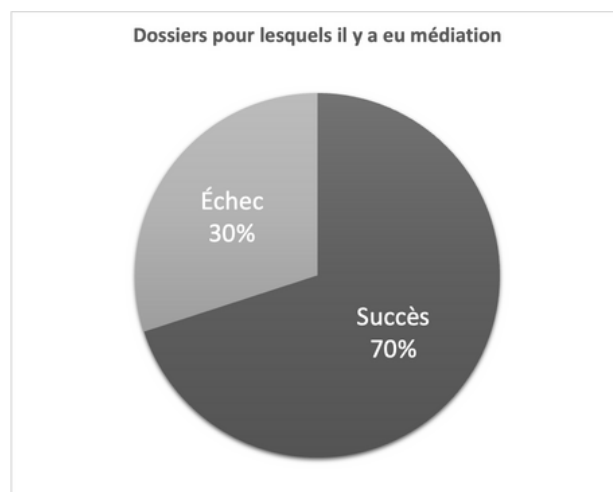
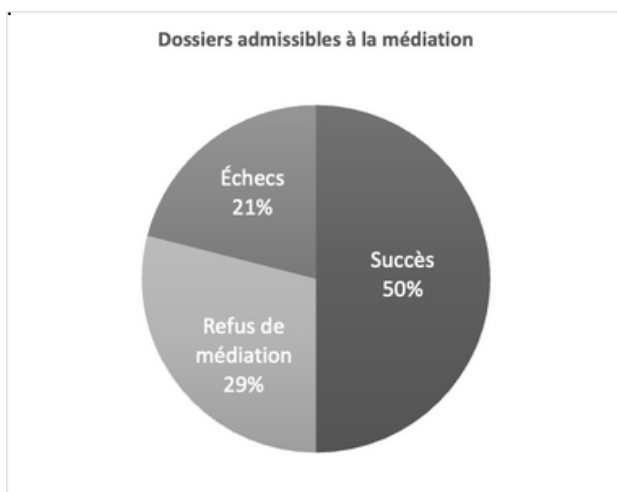
| | 2022 |
|----------------|------------|
| Recevables | 44 (19 %) |
| Non recevables | 186 (81 %) |
| Total | 230 |

Médiation

La médiation est un processus volontaire permettant de régler une plainte à l'amiable, dans le respect de l'esprit du Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec et de l'intérêt public.

En 2022, 28 dossiers étaient admissibles à la médiation. L'accord des deux parties pour entamer le processus de médiation a été obtenu pour 20 de ces dossiers.

Les deux médiatrices indépendantes du Conseil, Carole Beaulieu et Martyne Bourdeau ont traité ces 20 dossiers en 2022. Parmi ceux-ci, 14 se sont conclus par une entente entre les parties, ce qui représente un taux de réussite de 70 %.



Le comité des plaintes

En 2022, le comité des plaintes a étudié 39 dossiers au cours de 6 réunions.

Ce comité est tripartite et les membres du conseil d'administration y siègent en rotation. Chaque comité des plaintes est composé de deux journalistes, deux représentants des entreprises de presse et deux membres du public. La présidence du comité a été assurée, pour l'année, par Renée Lamontagne, Suzanne Legault, Richard Nardozza et François Aird.

Parmi les dossiers soumis à son étude en 2022, le comité des plaintes en a retenu un peu moins cette année (33 %) que l'année précédente (35 %).

Comité des plaintes

| | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Dossiers retenus ou retenus partiellement | 13 (33 %) | 27 (35 %) | 11 (19 %) |
| Dossiers rejetés | 26 (67 %) | 49 (64 %) | 44 (77 %) |
| Dossiers jugés non recevables | 0 (0 %) | 1 (1 %) | 1 (2 %) |
| Dossiers fermés | 0 | 0 | 1 (2 %) |
| Total des dossiers jugés | 39 | 77 | 57 |

La commission d'appel

Toute décision rendue par le comité des plaintes peut être soumise à la commission d'appel pour révision. Celle-ci est composée de six anciens membres du Conseil, soit deux représentants du public, deux journalistes et deux représentants des entreprises de presse. La commission d'appel est tripartite. Un représentant de chacun de ces groupes siège à la commission d'appel, en alternance.

Cette année, la commission d'appel s'est réunie deux fois et a traité cinq dossiers. De ces demandes, quatre décisions du comité des plaintes ont été maintenues et aucune n'a été infirmée. La commission a jugé une demande d'appel irrecevable.

Commission d'appel

| | 2022 | 2021 | 2020 |
|---|----------|----------|----------|
| Décisions du comité des plaintes maintenues en tout ou en partie | 4 | 3 | 6 |
| Décisions du comité des plaintes infirmées | 0 | 1 | 1 |
| Décisions d'irrecevabilité | 1 | 3 | - |
| Total des demandes d'appels | 5 | 7 | 7 |

Les observations suivantes concernent les plaignants et les mis en cause dont un dossier a été ouvert dans la période du présent exercice.

À propos des plaignants

La grande majorité des plaintes proviennent de particuliers (98 %). Les autres proviennent de groupes ou d'associations, d'entreprises, d'organismes gouvernementaux et de journalistes ou de médias.

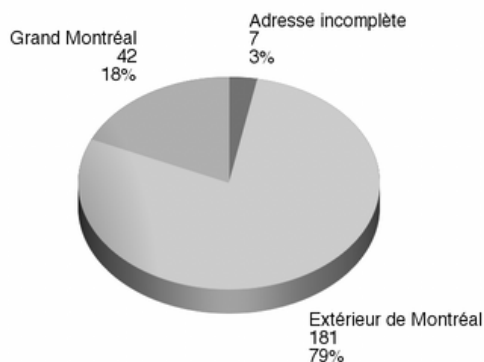
Qui porte plainte au Conseil?

| | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|------------|------------|------------|
| Particuliers | 225 (98 %) | 310 (95 %) | 258 (96 %) |
| Groupes ou associations | 3 | 5 | 3 |
| Entreprises | - | 3 | 3 |
| Organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux | 2 | 7 | 5 |
| Journalistes/Médias | - | 2 | - |
| Total | 230 | 327 | 269 |

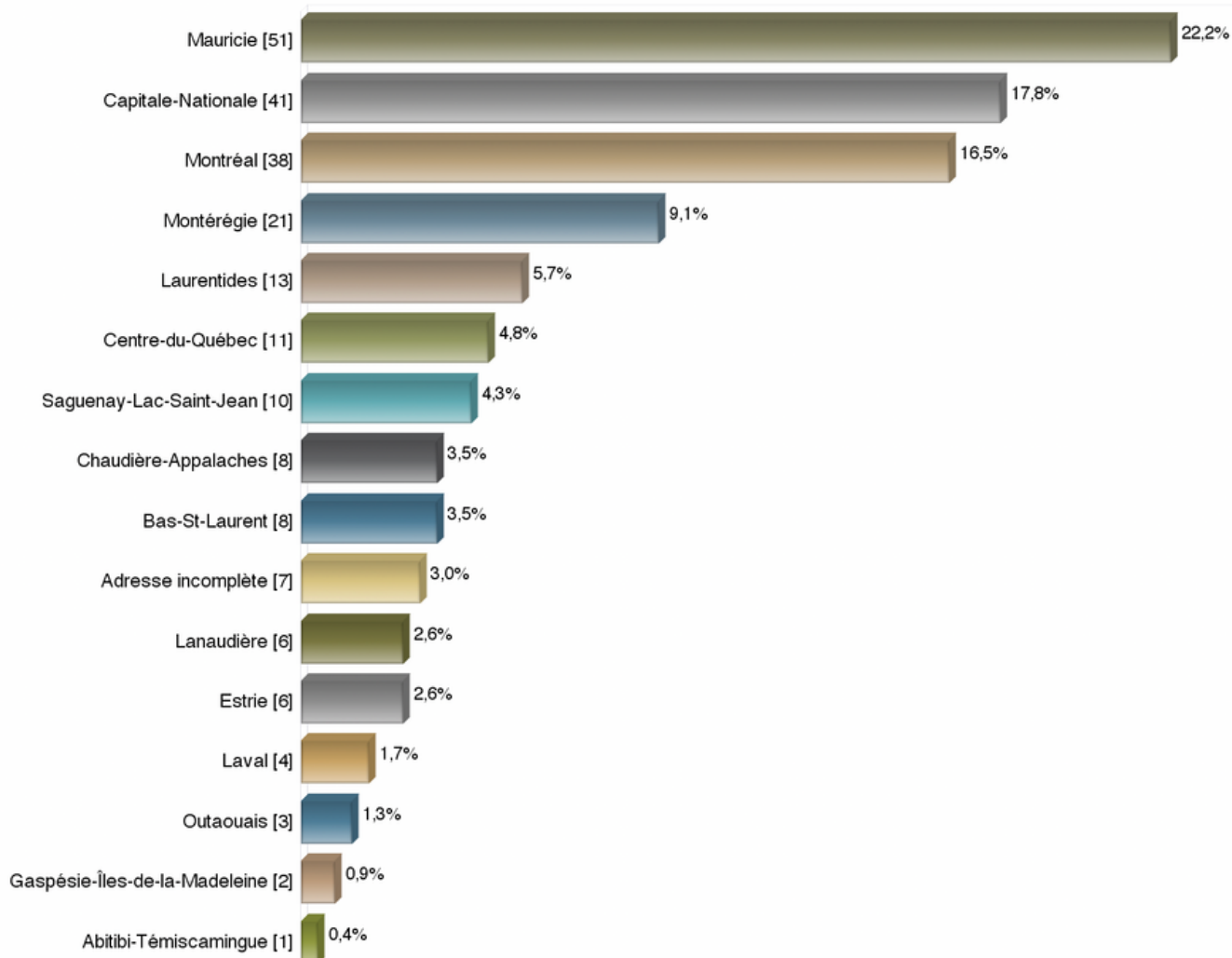
Répartition géographique des plaignants

Encore cette année, les plaignants proviennent majoritairement de l'extérieur du Grand Montréal (79 %).

Répartition géographique des dossiers de plaintes
[230 dossiers en 2022]



Répartition géographique des dossiers de plaintes
[230 dossiers en 2022]



À propos des mis en cause

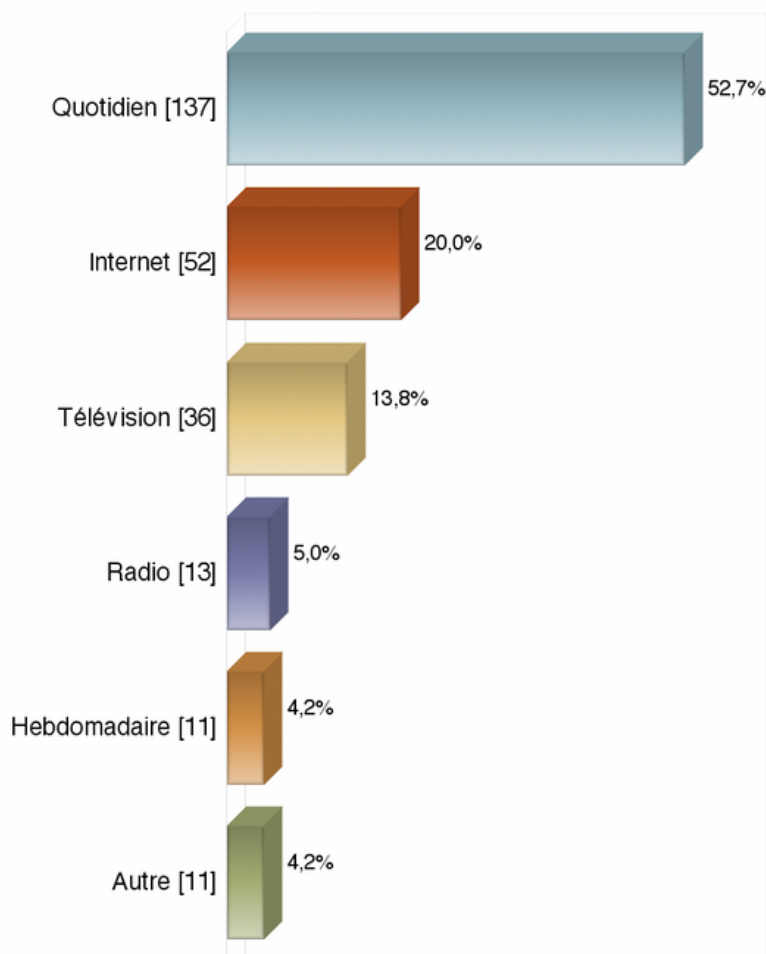
Type des médias mis en cause

Le Conseil traite les plaintes du public visant tous les médias d'information distribués ou diffusés au Québec, peu importe le support utilisé, qu'ils soient membres ou non du Conseil de presse. Plusieurs médias peuvent être visés par un même dossier de plainte.

Médias

La majorité des dossiers traités visent les quotidiens (53%).

Répartition des dossiers de plaintes par types de médias
[260 types de médias dans 230 dossiers en 2022]



La section «Autre» inclut notamment les agences de presse.

Griefs invoqués dans les dossiers étudiés par le comité des plaintes

Un plaignant peut invoquer plus d'un grief, lors du dépôt de sa plainte, en regard de présumés manquements à la déontologie journalistique dans la presse écrite, électronique (radio, télévision) ou numérique (sites Internet des médias traditionnels, médias exclusivement numériques et applications). Les principes de déontologie journalistique sont classés dans trois grandes catégories dans le Guide du Conseil de presse.

En 2022, les plaignants ont invoqué 104 griefs dans les dossiers traités en comité des plaintes. La majorité des motifs de plaintes concernent la recherche de la vérité (65 %). En second viennent les motifs concernant le respect des personnes et des groupes (33 %), suivi des motifs concernant l'indépendance journalistique (2 %).

Recherche de la vérité

| | 2022 |
|--|--------------------|
| Informations inexactes | 14 (13,5%) |
| Informations incomplètes | 13 (12,50%) |
| Impartialité | 9 (8,7%) |
| Sensationnalisme | 7 (6,7%) |
| Fiabilité des informations transmises par une source | 5 (4,8%) |
| Illustrations, manchettes, titres et légendes | 5 (4,8%) |
| Manque d'équilibre | 5 (4,8%) |
| Rigueur de raisonnement | 3 (2,9%) |
| Identification des sources | 2 (1,9%) |
| Genres journalistiques | 1 (1%) |
| Distinction claire entre publicité et information | 1 (1%) |
| Entente de communication avec une source | 1 (1%) |
| Retouches et archives | 1 (1%) |
| Utilisation de sources anonymes | 1 (1%) |
| Total | 68 (65,6 %) |

Respect des personnes et des groupes

| | 2022 |
|---|-------------------|
| Discrimination | 16 (15,4%) |
| Correction des erreurs | 6 (5,8%) |
| Protection de la vie privée et de la dignité | 4 (3,8%) |
| Identification des personnes mineures hors du contexte judiciaire | 2 (1,9%) |
| Chantage et intimidation | 1 (1%) |
| Équité | 1 (1%) |
| Identification des personnes mineures dans un contexte judiciaire | 1 (1%) |
| Information judiciaire | 1 (1%) |
| Personne en situation de vulnérabilité | 1 (1%) |
| Procédés clandestins | 1 (1%) |
| Total | 34 (32,9%) |

Indépendance

| | 2022 |
|---|---------------|
| Influence des préoccupations politiques, idéologiques et commerciales | 1 (1%) |
| Publicité déguisée | 1 (1%) |
| Total | 2 (2%) |

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport financier du Conseil de presse du Québec pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre 2022.

Le Conseil d'administration avait prévu un déficit important en 2022, afin de se donner les moyens de ses ambitions. Le Conseil a en effet mis en place les ressources nécessaires pour pallier un nombre record de dossiers de plaintes à traiter. Le c.a. avait alors choisi de puiser dans son fonds de réserve du Conseil afin de combler le déficit prévu.

L'exercice se solde par un déficit de **108 999 \$** des produits sur les charges, ce qui représente 17,6 % des revenus du Conseil en 2022.

Ce déficit est moins important que celui prévu au budget de 2022 adopté par le c.a. en décembre 2021 (déficit prévu de 199 911 \$) et on peut s'en réjouir. En effet, le processus de démarchage auprès du gouvernement et des médias pour accroître le financement du Conseil commence à porter fruit.

C'est ainsi qu'en 2022, le ministère de la Culture et des Communications a accepté d'augmenter sa contribution annuelle pour le fonctionnement, passant de 250 000 \$ à **350 000 \$**. Cette augmentation témoigne de l'appui du gouvernement du Québec à la mission du Conseil de presse et nous lui en sommes reconnaissants. Les médias membres ont aussi augmenté leur contribution globale et de nouveaux membres se sont ajoutés.

Cependant, le Conseil ne pouvait prévoir les **pertes de 73 183 \$** provenant de son fonds d'investissement en 2022. Ce fonds de réserve représente des placements sous forme d'obligations. Bien que le marché obligataire ait connu des pertes exceptionnelles en 2022 en raison de l'inflation galopante, ce fonds reste un coussin de sécurité important pour le Conseil et lui assure une certaine paix d'esprit en cas d'imprévu. Le Conseil de presse possède, en 2022, un actif net qui se solde à **737 513 \$**.

La situation financière du Conseil reste précaire puisqu'il ne pourra pas absorber des déficits aussi importants pendant plusieurs années. Si le Conseil souhaite poursuivre sa mission avec les ressources nécessaires pour répondre à toutes les plaintes du public en un temps raisonnable, il faudra aller chercher des appuis financiers additionnels. La résolution du c.a. adoptée en décembre 2022 qui vise à solliciter des « donateurs » externes qui souhaiteraient appuyer la mission du Conseil va parfaitement dans ce sens.

Je tiens à remercier mes collègues du comité d'audit: Mélissa Guillemette et Daniel Leduc qui lui succède, Olivier Girardeau et Maxime Bertrand, présidente du comité. Ce comité assure la bonne gouvernance et la bonne gestion des ressources du Conseil.

Les états financiers du Conseil de presse du Québec ont été audités par la firme Gosselin et Associés.



STÉPHAN FRAPPIER

Trésorier et membre du bureau de direction

Rectificatif le 16 mai 2023: une erreur s'est glissée dans le rapport du trésorier dans une version antérieure du rapport annuel publiée le 27 mars 2023. L'actif net aurait dû lire 737 513\$. Toutes nos excuses. Cela n'affecte en rien la performance de l'organisme en 2022.

SITUATION FINANCIÈRE 2022

Résultats

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022

| | 2022 | 2021 (redressé) |
|--|------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Produits | | |
| Apports | | |
| Subventions gouvernementales (incluant les projets) | 403 713 | 403 989 |
| Apports reçus sous forme de fournitures et de services (bail) | 42 489 | 42 682 |
| Contribution des membres | 240 814 | 206 775 |
| Revenus de placements | 3 078 | 5 479 |
| Perte non matérialisée sur les placements | (73 183) | (22 991) |
| Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations | 2 965 | 1 744 |
| | 619 876 | 637 678 |
| Charges | | |
| Frais de fonctionnement | 665 530 | 614 931 |
| Frais d'administration | 63 345 | 50 338 |
| | 728 875 | 665 269 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | (108 999) | (27 591) |

Évolution de l'actif net

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022

| | 2022 | | | 2021 (redressé) |
|---|----------------|----------------------------|----------------|--------------------|
| | Affecté | Investi en immobilisations | Non affecté | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | | | | |
| Déjà établi | 280 000 | 7 822 | 496 190 | 811 603 |
| Retraitement des exercices antérieurs | - | - | 62 500 | 62 500 |
| Redressé | 280 000 | 7 822 | 558 690 | 874 103 |
| Insuffisance des produits sur les charges | - | (2 087) | (106 912) | (27 591) |
| Utilisation de l'exercice | (70 000) | - | 70 000 | - |
| Solde à la fin de l'exercice | 210 000 | 5 735 | 521 778 | 846 512 |

Flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022

| | 2022 | 2021 (redressé) |
|--|-----------|--------------------|
| | | \$ |
| ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT | | |
| Insuffisance des produits sur les charges | (108 999) | (27 591) |
| Éléments n'affectant pas la trésorerie : | | |
| Amortissement des immobilisations | 5 052 | 3 585 |
| Perte non matérialisée sur les placements | 73 183 | 22 991 |
| Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations | (2 965) | (1 744) |
| | (33 729) | (2 759) |
| Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement : | | |
| Débiteurs | 180 015 | (204 946) |
| Frais payés d'avance | 9 284 | (1 485) |
| Créditeurs | (6 354) | 16 285 |
| Produits reportés | (118 546) | 129 505 |
| Apports reportés | (5 713) | (43 157) |
| | 58 686 | (103 798) |
| Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de fonctionnement | 24 957 | (106 557) |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Placements | - | 114 658 |
| Acquisitions d'immobilisations | - | (16 517) |
| Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'investissements | - | 98 141 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Augmentation des apports reportés afférents aux immobilisations | - | 11 627 |
| Dette à long terme | 1 500 | 1 500 |
| Rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement | 1 500 | 13 127 |
| Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 26 457 | 4 711 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | 210 785 | 206 074 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice | 237 242 | 210 785 |

Situation financière

au 31 décembre 2022

| | 2022 | 2021 (redressé) |
|---|---------|--------------------|
| | | \$ |
| ACTIF | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 237 242 | 210 785 |
| Débiteurs | 27 485 | 207 500 |
| Frais payés d'avance | 12 031 | 21 315 |
| | 276 758 | 439 600 |
| Fonds de revenus d'obligations | 581 544 | 654 727 |
| Immobilisations | 12 653 | 17 705 |
| | 870 955 | 1 112 032 |
| PASSIF | | |
| Passif à court terme | | |
| Créditeurs | 62 666 | 69 020 |
| Revenus perçus d'avance | 10 959 | 129 505 |
| Apports reportés | 23 774 | 29 487 |
| Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice | 29 125 | - |
| | 126 524 | 228 012 |
| Dettes à long terme | - | 27 625 |
| Apports reportés afférents aux immobilisations | 6 918 | 9 883 |
| | 133 442 | 265 520 |
| ACTIF NET | | |
| Affecté | 210 000 | 280 000 |
| Investi en immobilisations | 5 735 | 7 822 |
| Non affecté | 521 778 | 558 690 |
| | 737 513 | 846 512 |
| | 870 955 | 1 112 032 |

Rectificatif le 16 mai 2023: une erreur s'est glissée au niveau du bilan dans une version antérieure du rapport annuel publiée le 27 mars 2023. Toutes nos excuses. L'actif net est de 737 513\$, parce que les apports reportés auraient dû lire 23 774\$. Cela n'affecte en rien la performance de l'organisme en 2022.

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

du 1er janvier au 31 décembre 2022

Présidents

- **Paule Beaugrand-Champagne**, consultante en information (Montréal), 1er janvier au 19 mai
- **Pierre-Paul Noreau**, consultant en information (Québec), 19 mai au 31 décembre

Représentants du public

- **François Aird**, entrepreneur (Montréal)
- **Olivier Girardeau**, analyste expert, Autorité des marchés financiers (Montréal)
- **Renée Lamontagne**, professeure associée, École nationale d'administration publique (Québec) - **vice-présidente**
- **Charles-Éric Lavery**, directeur du développement et des partenariats, Groupe communautaire L'itinéraire (Montréal)
- **Suzanne Legault**, avocate, expert-conseil en matière de droit à l'information et démocratie (Montréal)
- **Mathieu Montégiani**, conseiller en relations intergouvernementales, ministère du Conseil exécutif (Québec)
- **Richard Nardoza**, consultant (Terrebonne), fin de mandat

Journalistes

- **Rémi Authier**, ICI Radio-Canada (Gatineau), membre depuis novembre 2022
- **Simon Chabot-Blain**, La Presse (Montréal)
- **Denis Couture**, Cogeco 98,5 FM (Montréal), fin de mandat
- **Sylvie Fournier**, ICI Radio-Canada (Montréal), membre depuis novembre 2022
- **Lisa-Marie Gervais**, Le Devoir (Montréal)
- **Mélissa Guillemette**, Québec Science (Montréal), fin de mandat
- **Daniel Leduc**, Cogeco Média (Montréal), membre depuis novembre 2022
- **Camille Lopez**, journaliste indépendante (Montréal)
- **Madeleine Roy**, Enquête, ICI Radio-Canada (Montréal), fin de mandat
- **Paule Vermot-Desroches**, Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Entreprises

- **Maxime Bertrand**, directrice aux relations citoyennes, Information, ICI Radio-Canada (Montréal)
- **Marie-Andrée Chouinard**, rédactrice en chef, Amélioration continue, Le Devoir (Montréal)
- **Jeanne Dompierre**, directrice, La Fabrique culturelle – Télé-Québec (Montréal)
- **Stéphan Frappier**, rédacteur en chef Le Nouvelliste – Les coops de l'information (Trois-Rivières) - **trésorier**
- **Éric Grenier**, rédacteur en chef adjoint, L'actualité (Montréal)
- **Jean-Philippe Pineault**, directeur général, Information, Bell Média (Montréal)
- **Sylvain Poisson**, directeur général, Hebdomas Québec (Laval)

Membres du bureau de direction

- **Pierre-Paul Noreau**, président, depuis mai 2022
- **Paule Beaugrand-Champagne**, présidente, janvier à avril 2022
- **Renée Lamontagne**, vice-présidente
- **Stéphan Frappier**, trésorier, représentant des entreprises
- **Simon Chabot-Blain**, représentant des journalistes
- **François Aird**, représentant du public, depuis novembre 2022
- **Richard Nardoza**, consultant, janvier à octobre 2022
- **Caroline Locher**, secrétaire générale

Membres de la commission d'appel

- **Renel Bouchard**, président, icimédias – ex-représentant des entreprises
- **Jacques Gauthier**, président, Ordre des Hygiénistes Dentaires du Québec – ex-représentant du public
- **Vincent Larouche**, La Presse – ex-représentant des journalistes
- **Audrey Murray**, Sous-ministre, ministère du Tourisme – ex-représentante du public
- **Gilber Paquette**, directeur général, Association des professionnels de congrès du Québec – ex-représentant des entreprises, janvier à juin 2022
- **Jonathan Trudel**, rédacteur en chef, Radio-Canada – ex-représentant des journalistes

OBJECTIFS ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE PRESSE

Fondé en 1973 en vertu de la partie III de la *Loi des compagnies du Québec*, le Conseil de presse du Québec est un organisme privé, à but non lucratif, dont la raison d'être est de protéger la liberté de la presse et de défendre le droit du public à une information de qualité. Il doit sa création à l'initiative conjointe de journalistes et de dirigeants de médias d'information, auxquels ont été associés dès le départ des représentants du public. Le Conseil est donc né des besoins convergents et des inquiétudes communes de ces trois composantes : il est, depuis lors, tripartite de même que tous ses comités. Afin de répondre au mieux à ses objectifs, le Conseil de presse demeure un organisme à adhésion volontaire, indépendant des autorités gouvernementales, ce qui lui confère l'autonomie nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil a pour mandat de promouvoir le respect des plus hautes normes déontologiques en matière de droits et responsabilités de la presse. Son action s'étend à tous les médias d'information distribués ou diffusés au Québec, qu'ils soient membres ou non du Conseil de presse.

L'objectif fondamental du Conseil reste donc d'assurer le droit à une information libre, honnête et indépendante sous toutes ses formes. Il a aussi comme fin principale la protection de la liberté de la presse, c'est-à-dire le droit pour toute la presse d'informer et de commenter, sans être menacée ou entravée dans l'exercice de ses fonctions par quelque pouvoir que ce soit.

Le Conseil de presse ne possède aucun pouvoir judiciaire, réglementaire, législatif ou coercitif : il n'impose aucune autre sanction que morale. La rigueur de ses interventions ainsi que la confiance et l'appui que lui manifestent les médias et le public lui confèrent une autorité indéniable.

Le Conseil est également un lieu de réflexion et de débat permanent sur la déontologie journalistique. Il cherche à développer chez le public l'intérêt d'une information rigoureuse et authentique, inspirée par un souci constant d'intégrité professionnelle, et à le rendre de plus en plus conscient du rôle essentiel de la presse dans une société démocratique.

Par diverses interventions publiques, le Conseil est ainsi amené à contribuer concrètement au développement du respect des normes qu'il préconise. Son action s'exerce alors auprès des professionnels de l'information par le biais de décisions, de recommandations, d'encouragements, de propositions, etc.

Sa seule autorité étant une autorité morale, la reconnaissance, l'influence et le respect des actions du Conseil reposent essentiellement sur la bonne volonté des organes d'information, soucieux de s'améliorer et de répondre toujours plus étroitement aux exigences des principes déontologiques que le Conseil prône quant au traitement et à la diffusion de l'information.

Quiconque estime être témoin d'un manquement à la déontologie journalistique peut, sans frais, soumettre une plainte au Conseil de presse.

COMPOSITION ET STRUCTURE

Le Conseil de presse est constitué:

- d'une **assemblée des membres** comprenant, outre les membres du conseil d'administration, des représentants des membres constitutifs et des organismes associés;
- d'un **conseil d'administration** de 22 membres : huit, dont le président, venant du public, sept provenant des entreprises de presse et sept journalistes. Les 22 membres du conseil d'administration sont le fer de lance du Conseil de presse. Ils siègent à titre individuel, et non comme les représentants ou les porte-paroles des groupes qui ont proposé leur nomination. Leur mandat est de deux ans et il est renouvelable deux fois, sans autre formalité. Le Conseil veille à ce que les administrateurs et administratrices venant du public reflètent le plus fidèlement possible la composition de la société québécoise. Ils sont nommés par le conseil d'administration, à la suite d'avis publics de recrutement publiés dans les médias et de l'examen des candidatures par un comité de sélection;
- d'un **bureau de direction** dont les six membres sont nommés par le conseil d'administration;
- d'un **comité d'audit** composé de trois administrateurs nommés par le conseil d'administration;
- de **membres constitutifs** : la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), l'Association des quotidiens du Québec (*Les coops de l'information, Le Devoir, La Presse et Montreal Gazette*), les diffuseurs privés (Bell Média et Cogeco Média), Hebdos Québec, Radio-Canada, Télé-Québec, *L'actualité* et Urbania, La Presse canadienne.
- d'**organismes associés**, non membres du conseil d'administration : Cision, l'Association des journaux régionaux du Québec (AJRQ), l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ) et la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (TVC autonomes).

Le comité de recevabilité

Ce comité tripartite dispose de la recevabilité d'une plainte. Il étudie les dossiers en concordance avec les conditions de recevabilité établies au Règlement 2. Il est composé de six membres, deux journalistes, deux représentants des entreprises de presse et deux représentants du public qui siègent en rotation de trois. Un membre du public en assure la présidence.

Le comité des plaintes

Le comité des plaintes, comité tripartite, est composé de dix-huit administrateurs issus de chacun des secteurs du Conseil de presse, qui siègent en rotation de six, pour analyser la plainte et rendre une décision. Un membre du public en assure la présidence.

La commission d'appel

Une décision du comité des plaintes peut faire l'objet d'un appel devant la commission d'appel. Après examen du dossier, la commission d'appel peut confirmer en tout, en partie ou infirmer la décision du comité des plaintes. Les décisions de la commission sont finales. La commission d'appel est composée de six anciens membres du Conseil qui siègent en rotation de trois. Un membre du public en assure la présidence.

La médiation

La médiation est un processus permettant de régler une plainte à l'amiable, dans le respect de l'esprit du *Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec* et de l'intérêt public. Ce service est offert depuis 2017.

DÉCISIONS DU CONSEIL DE PRESSE

Le Conseil de presse du Québec, mécanisme d'autorégulation de la presse, rend des décisions en matière de déontologie journalistique. Son action s'étend à tous les médias d'information distribués ou diffusés au Québec, qu'ils soient membres ou non du Conseil, qu'ils appartiennent à la presse écrite ou électronique (radio, télévision, Internet).

Dossiers soumis en médiation

- Dossier D2021-09-142**
Julie Lapierre c. Shachi Kurl, modératrice, et CBC
«Leaders' Debate», 9 septembre 2021
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- Dossier D2021-11-221**
Frédéric Khalkhal c. Alain Dubois, éditeur, et *Le Montarvillois*
«Non éligibilité de Véronique Mauro dans le district 5», 27 octobre 2021
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- Dossier D2021-11-219**
Bernard Shuster c. Marian Scott, et *Montreal Gazette*
« McGill will co-operate in search for unmarked graves on Royal Victoria Hospital site ».
5 janvier 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.
- Dossier D2021-12-246**
Jean Charest c. Jean-François Lisée, chroniqueur, et *Le Devoir*
«L'embarras de Jean Charest», 10 novembre 2021
Aucune entente entre les parties.
- Dossier D2022-01-030**
Francois Gosselin Couillard c. Hélène Buzzetti, chroniqueuse, et *Le Soleil*
«La vaccination obligatoire, c'est ça!», 14 janvier 2022
3 février 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.

- 6 **Dossier D2022-01-034**
Jacques A Levesque c. Emilie Nicolas, chroniqueuse, et *Le Devoir*
«Démantèlement public 101», 13 janvier 2022
Aucune entente entre les parties.
- 7 **Dossier D2022-02-088**
Philip Lapalme c. Rachel Lau, journaliste, et CTV News Montreal
«Allegations of campaign rule violations raised against incumbent Vaudreuil-sur-le-Lac mayor », 5 novembre 2021
1er mars 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 8 **Dossier D2022-02-097**
Raphael Pelletier c. Michel C. Auger, chroniqueur, et *La Presse*
«Le premier ministre de tous les Québécois?», 6 février 2022
1er mars 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 9 **Dossier D2022-01-017**
Mathieu Simard c. Alain Rochefort, journaliste, et Radio-Canada
«Un non-vacciné veut obtenir sa dose... en route vers les soins intensifs», 7 janvier 2022
15 mars 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 10 **Dossier D2022-02-091**
Isabelle Paquin c. Valérie Legault, journaliste, et *Le Canada Français*
«Un incendie suspect dans le vieux Iberville», 2 février 2022
15 mars 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 11 **Dossier D2022-02-111**
Ghislaine Gendron c. Isabelle Hachey, chroniqueuse, et *La Presse*
«Laissons les trans tranquilles», 5 décembre 2021
15 mars 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 12 **Dossier D2022-02-106**
Matthieu Willems c. Alice Girard-Bossé, journaliste, et *La Presse*
«Une plainte retenue contre La Presse», 4 février 2022
6 avril 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 13 **Dossier D2022-04-160**
Vicky Lessard c. Marie-Ève Martel, journaliste, et *La Voix de l'Est*
«Ça chauffe à la caserne des pompiers d'Acton Vale», 20 mars 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.

- 14 **Dossier D2022-02-112**
André Chevalier c. Stéphane Baillargeon, journaliste, et *Le Devoir*
«Société : chasse ouverte aux patrons toxiques», 10 février 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- 15 **Dossier D2022-03-123**
Marie-Noëlle Hervé c. Florence Morin-Martel, journaliste, et *La Presse*
« Chaque fois que tu le vois, tu y penses », 1er décembre 2021
Aucune entente entre les parties.
- 16 **Dossier D2022-05-177**
Christian Dufour c. Jean-François Nadeau, chroniqueur, et *Le Devoir*
«Santé!», 11 avril 2022
Aucune entente entre les parties.
- 17 **Dossier D2022-01-036**
Pierre Léonard c. Jimmy Lajoie Boucher, journaliste, et *Le Granby Express*
«District 7 à Granby : une transformation de quartier qui ne fait pas que des heureux»,
14 janvier 2022
17 juin 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 18 **Dossier D2022-06-188**
Jacques Montpetit c. CTV News Montreal
«Quebec only issuing marriage certificates in French under Bill 96, causing immediate
fallout», 9 juin 2022
14 juillet 2022- Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 19 **Dossier D2022-06-189**
Yves Bellefeuille c. Jean-Louis Bordeleau, journaliste, et *Le Devoir*
«Amber Heard a diffamé Johnny Depp, et vice-versa», 2 juin 2022
Aucune entente entre les parties.
- 20 **Dossier D2022-08-197**
Julie-Pier Dubé c. Marc St-Hilaire, directeur général et rédacteur en chef, et *Le Quotidien*
«Link atteint de la maladie de Tay-Sachs décède à un an et demi», 7 août 2022
29 septembre 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.

- 21 **Dossier D2022-09-206**
Jean-François Morency c. Patricia Rainville, journaliste, et *Le Quotidien*
«Plainte d'agression sexuelle : une avocate de la Couronne de Saguenay suspendue»,
20 septembre 2022
6 octobre 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 22 **Dossier D2022-09-203**
Claude Lachance c. François Cardinal, éditeur adjoint, et *La Presse*
«Calepin de campagne : Choisir une réelle opposition », 9 septembre 2022
«Calepin de campagne : Radicalisme et extrémisme politique», 9 septembre 2022
«Calepin de campagne: Débat des chefs - les moments forts », 16 septembre 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- 23 **Dossier D2022-10-216**
Nadine Cotton c. Jesse Roussel, journaliste, et CIMT-CHAU
«Des coquerelles dans les résidences du Centre de formation de la Côte-de-Gaspé»,
5 octobre 2022
26 octobre 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 24 **Dossier D2022-10-212**
Jean-Patrice Martel c. Maxime Bergeron, journaliste, et *La Presse*
«Des obstacles à la densification - Un projet de 206 logements en péril à Chambly»,
10 novembre 2022
1er décembre 2022 - Entente entre les parties, le dossier est clos.
- 25 **Dossier D2022-11-224**
Karol Fortin c. Hugo Joncas, Daniel Renaud, journalistes et *La Presse*
«L'entreprise de la famille d'un mafieux réclame 1,6 million à un projet du gendre
d'Accurso», 28 octobre 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- 26 **Dossier D2022-11-225**
Nadia El-Mabrouk c. Frédéric Bérard, chroniqueur et *Journal Métro*
«Haine et minorités sexuelles», 23 novembre 2022
Aucune entente entre les parties.

- 27 **Dossier D2022-10-219**
X c. Paul Arcand, animateur et TVA et Groupe Fair-Play
«Les collectionneurs d'enfants», 18 octobre 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.
- 28 **Dossier D2022-12-227**
Yves Laberge c. Clémence Delfils, journaliste et *La Presse*
«Un épisode de surmortalité qui perdure», 2 décembre 2022
Une partie a refusé de participer à la médiation.

Décisions du comité des plaintes

- 1 **Dossier D2020-10-143**
Alexis Gagné-LeBrun c. Don Macpherson, chroniqueur, et *Montreal Gazette*
- 21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte d'Alexis Gagné-LeBrun contre la chronique intitulée « In the 1995 referendum, the Yes-side cheaters were smarter », de Don Macpherson, publiée le 23 octobre 2020 dans *Montreal Gazette*, concernant le grief d'informations incomplètes.
- 2 **Dossier D2020-10-147**
Joël Brunet Otis c. Bis Petitpas, animatrice, et Radio-Canada
- 18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Joël Brunet Otis visant l'émission « Bonjour la Côte » animée par Bis Petitpas et diffusée sur ICI Radio-Canada Première le 26 octobre 2020 concernant le grief de manque de fiabilité des informations transmises par une source. Le grief de propos discriminatoires est irrecevable.

3 **Dossier D2020-11-149**

Charlene Aubé c. Mélanie Noël, journaliste, et *La Tribune*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Charlene Aubé au sujet du dossier « Employée à la DPJE et prostituée » et des articles « Éducatrice spécialisée à la DPJE et travailleuse du sexe » et « “J’assume tout à fait mon choix” » de la journaliste Mélanie Noël, publiés le 30 octobre 2020 sur le site web de *La Tribune*. Les griefs de discrimination et de non-respect d’une entente de communication avec une source sont rejetés.

4 **Dossier D2020-11-150**

Allyson Pétrin c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte d’Allyson Pétrin visant la chronique « Ras-le-cul » de Denise Bombardier publiée sur le site Internet du *Journal de Montréal*, le 17 octobre 2020 concernant les griefs d’information incomplète, de sensationnalisme, de discrimination et de refus de corrections des erreurs. Deux sous-griefs visant de la discrimination ainsi que le grief d’utilisation injustifiée de sources anonymes sont irrecevables.

5 **Dossier D2020-11-151**

1391 plaignants c. Julie Marcoux, animatrice et Geneviève Petersen, journaliste et Benoit Dutrizac, animateur et LCN et QUB radio

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Émilie-Jade Bigelow, Milaydie Bujold, Alice Campeau, Marianne Durand, Jessica Girard, Maude Gravel, Mélyna Guillemette, Daphnée St-Jacques, Alice Trahan et 1382 plaignants en appui contre « 100% Nouvelles », animée par Julie Marcoux, « Benoit Dutrizac », animée par Benoit Dutrizac, et « Les effrontées », animée par Geneviève Pettersen, diffusés le 10 novembre 2020. Les griefs rejetés sont : partialité, informations inexactes, informations incomplètes, atteinte à la dignité, identification d’une personne mineure hors du contexte judiciaire et discrimination. Un sous-grief d’information inexacte et le grief de manque d’équité ont été jugés irrecevables.

6 **Dossier D2020-11-152**

2 plaignants c. Yves Poirier, journaliste et LCN

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes d'Alexandre Filion et Philippe Dessaulles au sujet de l'intervention en direct du journaliste Yves Poirier qui couvrait une présumée prise d'otages chez Ubisoft, diffusée le 13 novembre 2020 sur LCN. Les plaignants déploraient un manque de prudence dans la couverture d'une affaire policière et du harcèlement.

7 **Dossier D2020-11-157**

3 plaignants c. Roxane Trudel, journaliste, et *Le Journal de Montréal*

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Dominic Auger et de deux plaignants en appui contre l'article « Covidiot dans un centre d'achats » publié le 30 novembre 2020 et blâme *Le Journal de Montréal* concernant le grief de titre partial.

8 **Dossier D2020-12-162**

Yves Deslauriers c. Daniel Sucar, journaliste, et *Métro LaSalle*

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte d'Yves Deslauriers contre l'article « Restaurant owners call out language police » du journaliste Daniel Sucar publié dans l'hebdomadaire *Métro LaSalle*, le 11 novembre 2020 concernant les griefs de partialité, de manque d'équilibre, d'informations incomplètes et de correctif insuffisant.

9 **Dossier D2020-12-164**

George Hutcheson c. Selena Ross, journaliste et CTV News Montreal

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de George Hutcheson visant l'article « A "white students' union" wants to set up a chapter at McGill University » de la journaliste Selena Ross, publié par CTV News Montreal. Les griefs d'information inexacte, de manque d'identification des sources, de manque d'équilibre, d'information incomplète, de discrimination et d'absence de correctif ont été rejetés.

10 **Dossier D2020-12-166**

Huguette Duroux Crétier c. *Le Journal de Montréal*

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte d'Huguette Duroux Crétier qui vise la photo accompagnant l'article « Où le patron de Garda paie-t-il ses impôts? » publié sur le site Internet du *Journal de Montréal*, le 5 décembre 2020, concernant le grief de non-respect de la vie privée.

11 **Dossier D2020-12-167**

18 plaignants c. Clara Loiseau, journaliste, et *Le Journal de Montréal*

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient les plaintes de Luc Côté, Chantal Blais, Marie-France Sauve, Patrick Laroche et de 14 plaignants en appui visant les articles « Au pays des touristatas » et « Québec veut serrer la vis aux touristatas du Sud » publiés les 28 et 29 décembre 2020 et blâme *Le Journal de Montréal* concernant les deux sous-griefs de titres partiels. Les titres relevant de la responsabilité des médias et non des journalistes, Clara Loiseau n'est pas blâmée. Les griefs de photographies ne reflétant pas l'information à laquelle elles se rattachent et d'utilisation injustifiée de procédés clandestins sont rejetés.

12 **Dossier D2021-01-002**

Morgane Gaupp c. Radio-Canada

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Morgane Gaupp visant l'article « L'Ontario rapporte 2964 nouveaux cas de COVID-19 et 25 décès supplémentaires », publié sur le site Internet ici.radio-canada.ca, concernant le grief de titre inexact.

13 **Dossier D2021-01-008**

Jean-François Bertrand c. Marie-Pier Bouchard, journaliste, et Radio-Canada

28 octobre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Jean-François Bertrand, déposée au nom du Manoir Liverpool, visant l'article et le reportage télévisé « Manoir Liverpool : une douzaine de décès sous la loupe du coroner » de la journaliste Marie-Pier Bouchard diffusés respectivement sur le site Internet de Radio-Canada et à ICI Radio-Canada Télé, le 17 décembre 2020, concernant les griefs d'informations inexacts, d'informations incomplètes, d'images inadéquates, de sensationnalisme et d'absence de correctif.

14 **Dossier D2021-01-013**

Amel Yaddaden c. Jean-François Lisée, chroniqueur, et *Le Devoir*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Amel Yaddaden, Yasmine Chibane et Myriam Bérubé visant la chronique « Une bonne semaine pour l’islam » du chroniqueur Jean-François Lisée publiée le 16 janvier 2021 sur le site Internet du *Devoir*, concernant les griefs de discrimination et de titre sensationnaliste.

15 **Dossier D2021-01-014**

Fernando Belton c. *Agence QMI* et *Le Journal de Montréal* et TVA Nouvelles

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Fernando Belton, Marcus Delisle et Annie Vendredi visant l’article « Deux vols en provenance d’Haïti bourrés de cas de COVID-19 » rédigé par l’agence *QMI* et publié le 16 janvier 2021 par *Le Journal de Montréal* et sur le site Internet de TVA Nouvelles, concernant le grief d’information inexacte. Le manquement déontologique ayant été réparé avec diligence, comme le recommande l’article 27.1 du Guide, le Conseil absout les mis en cause, qui ne reçoivent pas de blâme. Les griefs d’informations incomplètes, de sensationnalisme, de discrimination, d’absence de rétractation et de demande d’excuse sont rejetés.

16 **Dossier D2021-01-018**

Marie-Christine Latte c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Marie-Christine Latte visant la chronique « Vous êtes Québécois, oui ou non? » publiée le 24 janvier 2021 et blâme Richard Martineau et *Le Journal de Montréal* concernant un sous-grief de discrimination. Le deuxième sous-grief de discrimination a été rejeté.

17 **Dossier D2021-01-020**

Alexandre Williot c. Lina Dib, journaliste, *La Presse canadienne* et *La Presse*

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Alexandre Williot au sujet de l’article « La liberté d’expression a ses limites, selon Trudeau » de la journaliste Lina Dib de *la Presse canadienne*, publié le 30 octobre 2020 sur le site Internet de *La Presse*. Les griefs d’information inexacte, de manque de rigueur de raisonnement et de partialité ont été rejetés.

18 **Dossier D2021-02-029**

Johanne Heppell c. *Le Journal de Québec*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Johanne Heppell visant l'article « Arrestation à L'Ancienne-Lorette : soupçonné de menacer la sécurité nationale » publié dans le quotidien *Le Journal de Québec* le 12 février 2021 concernant les griefs de retouche injustifiée d'une photographie et d'information incomplète.

19 **Dossier D2021-02-032**

Marianne Deshaies c. Guy Latour, journaliste, et *Lanauweb*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Marianne Deshaies et de Rose Deschênes au sujet de l'article « Coupable d'avoir agressé la fillette de son coloc, il pourrait être déclaré délinquant dangereux » de Guy Latour, publié le 15 février 2021 sur le site Internet de *LanauWeb*. Le grief d'identification d'une personne mineure impliquée dans un contexte judiciaire a été rejeté.

20 **Dossier D2021-03-035**

Philippe Drolet c. Radio-Canada et La Presse canadienne

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Philippe Drolet visant l'article « Sans suppléments de palme, les producteurs laitiers écoperont, selon des experts » publié sur le site Internet de Radio-Canada, le 1er mars 2021 et blâme la Presse canadienne et Radio-Canada concernant le grief de manque d'identification des sources. Le grief d'informations incomplètes est rejeté.

21 **Dossier D2021-03-036**

Jacques Langevin c. Mario Dumont, animateur, et TVA Nouvelles

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Jacques Langevin concernant une chronique présentée par Mario Dumont lors d'un segment de l'émission « Le Québec matin » et diffusée à l'antenne de la chaîne de télévision LCN le 17 février 2021 et blâme LCN / Groupe TVA concernant le grief d'images inadéquates. Le grief d'information incomplète a été jugé irrecevable.

22 **Dossier D2021-03-042**

Yves Laberge c. Suzanne Colpron, journaliste, et *La Presse*

18 février 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte d'Yves Laberge contre l'article « Champion du couvre-feu - Pourquoi le Québec y a adhéré » de Suzanne Colpron, publié dans *La Presse* le 13 mars 2021, pour inexactitude. Toutefois, le média ayant corrigé de manière diligente cette inexactitude, en publiant un rectificatif, il est absous et ne reçoit pas de blâme.

23 **Dossier D2021-03-043**

Guillaume Quintal c. Roxane Trudel et Camille Lalancette, journalistes, et *Le Journal de Montréal*

21 janvier 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient à la majorité (5/6) la plainte de Guillaume Quintal visant l'article « [EN IMAGES] 5000 opposants aux mesures sanitaires » publié sur le site Internet du *Journal de Montréal*, le 13 mars 2021, et blâme les journalistes Roxane Trudel et Camille Lalancette et *Le Journal de Montréal*, concernant le grief de partialité.

24 **Dossier D2021-03-046**

Saralynn Martel c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Saralynn Martel visant la publicité déguisée au sujet de la chronique « Qu'est-il arrivé à la gauche? » publiée sur le site Internet du *Journal de Montréal* le 22 février 2021. Les griefs de discrimination et d'information inexacte ne sont pas recevables.

25 **Dossier D2021-03-049**

24 plaignants c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*

28 octobre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Patrick Bureau, Eldar Huselja, Marie-Ève Legault, Danielle Crête, Daniel Golesteanu, David Doyon ainsi que de 18 autres plaignants visant la chronique de Patrick Lagacé, « Les édentés », parue le 19 mars 2021 sur le site Internet *lapresse.ca*, concernant les griefs d'informations inexactes, de propos discriminatoires et de titre sensationnaliste. Des sous-griefs d'informations inexactes et de propos discriminatoires ainsi que le grief de manque de rigueur de raisonnement et celui d'absence d'identification du genre journalistique sont non recevables.

26 **Dossier D2021-03-056**

Stephanie Cloutier c. *Le Journal de Montréal*

18 mars 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Stéphanie Cloutier visant la contribution du public intitulée « Comment supporter de tels voisins? », publiée sur le site Internet du *Journal de Montréal*, concernant le grief de publication d'une contribution du public discriminatoire qui ne respecte pas la dignité de personnes handicapées.

27 **Dossier D2021-03-059**

Sarah Som c. Mario Dumont, animateur, et LCN

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Sarah Som visant l'entrevue « Un "afflux incomparable" de personnes à la frontière de Lacolle » diffusée le 26 mars 2021 lors de l'émission « Mario Dumont » et blâme LCN concernant le grief d'information inexacte dans le sous-titre. Cependant, il rejette les griefs de sensationnalisme et de manque de fiabilité des informations transmises par une source. Le grief de discrimination est jugé irrecevable.

28 **Dossier D2021-03-061**

Lyne Monger c. Stéphanie Vallet, journaliste, et *Le Devoir*

28 octobre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Lyne Monger, déposée au nom du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Côte-Nord, visant l'article « Négligence dans un centre de réadaptation de la DPJ de Baie-Comeau », de la journaliste Stéphanie Vallet, publié dans *Le Devoir* le 25 mars 2021, concernant les griefs d'informations inexacts, de manque de fiabilité des informations transmises par les sources, et de divulgation d'informations permettant d'identifier une personne mineure.

29 **Dossier D2021-04-069**

Josée Provençal c. Denise Bombardier, Normand Lester, et Richard Martineau, chroniqueurs et Benoit Dutrizac, animateur, *Le Journal de Montréal* et QUB Radio

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette à la majorité (5/6) les plaintes de Josée Provençal et de trois plaignants en appui au sujet de la chronique de Denise Bombardier publiée sur le site web du *Journal de Montréal* le 17 avril 2021. Les plaintes de Josée Provençal, de Jérémy Bouchez et de trois plaignants en appui au sujet des chroniques de Normand Lester et de Richard Martineau, publiées respectivement le 17 et 20 avril 2021 sur le site web du *Journal de Montréal*, et du segment radio animé par Benoit Dutrizac, diffusé le 19 avril 2021 sur les ondes de QUB Radio, sont rejetées à l'unanimité.

30 **Dossier D2021-04-071**

Ariane Roberge c. Dany Doucet et Sébastien Ménard, rédacteurs en chef, et *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Jean-Luc Bédard, Éric Bernier, Éric Champagne, Isabelle Corriveau, Colin Creado, Mireille Lambert, David Myles, Nathan Prévost-Boisvert, Ariane Roberge et 89 plaignants en appui contre la une du 22 avril 2021 des quotidiens *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec* concernant les griefs d'illustration, titre et sous-titres inadéquats, de sensationnalisme, d'influence des préoccupations politiques, idéologiques et commerciales ainsi que de discrimination.

31 **Dossier D2021-04-074**

Kévin Ly c. Dany Doucet, rédacteur en chef et Sébastien Ménard, rédacteur en chef, Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, *Le Journal de Montréal*, *Le Journal de Québec* et TVA Nouvelles

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette les plaintes de Kévin Ly et d'un plaignant en appui au sujet d'une photographie accompagnant l'article « Un chercheur de l'Université de Sherbrooke soupçonné de fraude » publié par *Le Journal de Québec*, *Le Journal de Montréal* et TVA Nouvelles, le 23 avril 2021. Les griefs de photographie manquant de respect à la vie privée et de photographie inadéquate ont été rejetés.

32 **Dossier D2021-04-078**

Karine Morier c. Stéphanie Vallet, journaliste, et *Le Devoir*

25 novembre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Karine Morier, directrice adjointe des communications et des relations avec les médias, déposée au nom du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Nord-de-l'Île-de-Montréal visant l'article « Des résidents du CHSLD Saint-Laurent enfermés pendant des mois dans leur chambre », de la journaliste Stéphanie Vallet, publié dans *Le Devoir*, le 5 mars 2021. Les griefs d'informations inexactes, de manque de prudence concernant des propos de personne en situation de vulnérabilité, de manque de fiabilité des informations transmises par les sources, de partialité, de manque d'équilibre, d'information incomplète et de correction insuffisante des erreurs sont rejetés. Les griefs de non-respect de la vie privée et de la dignité et celui de manque de rigueur de raisonnement sont non recevables.

33 **Dossier D2021-04-080**

Missila Izza c. Gérald Fillion, animateur, et Radio-Canada

28 octobre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Missila Izza contre le segment « C.A. » de l'émission «Zone économie» animée par Gérald Fillion diffusée sur ICI RDI le 26 avril 2021 concernant les griefs de manque d'équilibre et d'information incomplète.

34 **Dossier D2021-04-081**

Attila Peter c. Jérémy Bernier, journaliste, et *Le Journal de Québec*

13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Attila Peter au sujet de l'article « Des Beaucerons embarrassés » du journaliste Jérémy Bernier, publié sur le site web du *Journal de Québec* le 17 avril 2021. Les griefs de manque de fiabilité des informations transmises par une source et de partialité ont été rejetés. Le grief de discrimination a été jugé irrecevable.

- 35 **Dossier D2021-04-082**
Julie Michaud c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
- 13 mai 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Julie Michaud au sujet du texte « Vaccins à ARNm : ce n'est qu'un début » publié sur le site web de TVA Nouvelles le 30 avril 2021, concernant le grief d'omission d'établir une distinction claire entre information et publicité.
- 36 **Dossier D2021-05-100**
Éric Parent c. Alain McKenna, journaliste, et *Le Devoir*
- 25 novembre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte d'Éric Parent visant l'article « À qui la faute pour la fuite de données de La Place 0-5? » du journaliste Alain McKenna, publié dans *Le Devoir* le 22 mai 2021, concernant les griefs d'informations inexacts et d'information incomplète.
- 37 **Dossier D2021-08-130**
Nabil Hanni c. Kathleen Frenette, journaliste, et *Le Journal de Québec*
- 25 novembre 2022 - Le Conseil de presse du Québec rejette la plainte de Nabil Hanni visant l'article « Féminicide : accusation de meurtre au premier degré pour Noureddine Mimouni » de la journaliste Kathleen Frenette, publié dans *Le Journal de Québec* le 27 août 2021, concernant le grief de discrimination.
- 38 **Dossier D2021-09-142**
Julie Lapierre c. Shachi Kurl, modératrice, et CBC
- 28 octobre 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Julie Lapierre visant le débat des chefs en anglais du 9 septembre 2021 (« Leaders' Debate ») et blâme Shachi Kurl et CBC News concernant le grief de partialité. Le grief de discrimination est rejeté.
- 39 **Dossier D2021-09-161**
Nancy Courchesne c. Suzanne Colpron, journaliste, et *La Presse*
- 25 novembre 2022 - Le Conseil de presse du Québec retient la plainte de Nancy Courchesne visant l'article « Pas un cas isolé », publié le 25 septembre 2021, et blâme la journaliste Suzanne Colpron et *La Presse* concernant le grief de manque d'équilibre.

Décisions de la commission d'appel

1 **Dossier D2020-01-005**

François Couillard (appellant) c. Charles Lecavalier, journaliste, et *Le Journal de Québec*

17 janvier 2022 - François Couillard dépose une plainte le 15 janvier 2020 au sujet d'un article du journaliste Charles Lecavalier, intitulé « Une activité de la CAQ victime de censure à l'UdeM », publié le 9 janvier 2020 dans *Le Journal de Québec*. Le plaignant vise également un segment de l'émission « Le retour de Mario Dumont », diffusé sur *QUB radio* le 9 janvier 2020 et une chronique de Mathieu Bock-Côté, intitulée « Liberté d'expression : le triomphe des censeurs et des fanatiques », publiée le 12 janvier 2020 dans *Le Journal de Montréal*. Le Conseil de presse du Québec a rejeté la plainte concernant les griefs d'informations inexactes, de l'information incomplète, un manque d'équilibre, un manque de vérification des informations fournies par les sources et de la partialité. Suite à une demande d'appel, les membres de la commission d'appel concluent à l'unanimité de maintenir la décision rendue en première instance.

2 **Dossier D2020-02-023**

Monique Richard (appellant) c. Marie Tison, journaliste, et *La Presse*

17 janvier 2022 - Monique Richard dépose une plainte le 12 février 2020 contre la journaliste Marie Tison, le quotidien *La Presse* et le site Internet *lapresse.ca* concernant l'article intitulé « Le mont Logan en solo, c'est fini », publié le 13 janvier 2020. Le Conseil de presse du Québec a rejeté la plainte de Monique Richard contre la journaliste Marie Tison, le quotidien *La Presse* et le site Internet *lapresse.ca* concernant les griefs d'information inexacte, d'information incomplète, de manque d'équilibre, de manque de fiabilité des informations transmises par une source et d'absence de correction des erreurs. Suite à une demande d'appel, les membres de la commission d'appel concluent à l'unanimité de maintenir la décision rendue en première instance.

3 **Dossier D2020-04-051**

Simon Galiero (appellant) c. Isabelle Hachey, chroniqueuse, et *La Presse*

17 janvier 2022 - Simon Galiero dépose une plainte le 3 avril 2020 contre une chronique d'Isabelle Hachey intitulée « Ruée vers un remède miracle... ou mirage », publiée le 2 avril 2020 dans le quotidien *La Presse* et sur son site Internet *lapresse.ca*. Le Conseil de presse du Québec a retenu la plainte concernant le sous-grief d'information inexacte au sujet du terme « rupture totale avec la communauté médicale française », pour lequel il a blâmé les mis en cause. Il a rejeté les autres sous-griefs d'information inexacte ainsi que les griefs d'informations incomplètes, de confusion dans l'identification des genres, de sensationnalisme, et de discrimination. Suite à une demande d'appel, les membres de la commission d'appel concluent à l'unanimité de maintenir la décision rendue en première instance.

4 **Dossier D2020-05-070**

Pierre Gabriel Dumoulin c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*

17 janvier 2022 - Vincent Bilodeau, Pierre Gabriel Dumoulin, Gabriel-Pierre Dion-Lévesque et une plaignante en appui déposent une plainte les 7, 8 et 9 mai 2020 au sujet de la chronique « La vie est belle en dehors de Facebook » du chroniqueur Richard Martineau publiée sur le site *www.journaldemontreal.com*, le 7 mai 2020. Le Conseil de presse a rejeté les plaintes concernant les griefs de discrimination, de l'information inexacte, un manque de rigueur de raisonnement, de l'information incomplète ainsi que de la partialité. La commission d'appel n'a pas jugé recevable l'appel de cette décision.

5 **Dossier D2020-07-098**

Vincent Bourassa Bédard (appellant) c. *Le Devoir*

16 mai 2022 - Vincent Bourassa-Bédard dépose une plainte le 14 juillet 2020 au sujet d'une contribution du public publiée par *Le Devoir*, le 23 juin 2020. Il s'agit d'une lettre d'opinion intitulée « Que cache la cabale contre J. K. Rowling? ». Le plaignant déplore de la discrimination dans cette lettre, l'absence de modération des commentaires du public et l'absence de correctif. Le comité des plaintes rejette, à la majorité (4/6), le grief de discrimination dans une contribution du public. Après une demande d'appel, les membres de la commission d'appel concluent à l'unanimité de maintenir la décision rendue en première instance.

Décisions de recevabilité

- 1 **Dossier D2022-01-001**
3 plaignants c. Audrey Leduc-Brodeur, chef de contenu, et *Le Reflet*
«Saint-Constant forcée d’enregistrer ses séances pour accommoder un citoyen banni», 5 octobre 2021
1er février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 2 **Dossier D2022-01-002**
MICHEL VACHON c. Audrey Leduc-Brodeur, chef de contenu, et *Le Reflet*
«Nombre limité de citoyens admis aux séances du conseil à Sainte-Catherine», 19 novembre 2021
2 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 3 **Dossier D2022-01-003**
Dave Vallerand c. [mis en cause non identifié]
3 février 2022- Règlement 2, article 1.02 Respect
- 4 **Dossier D2022-01-044**
6 plaignants c. Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et Radio-Canada
«Un convoi de camionneurs dénonce le manque d’entretien des autoroutes en C.-B.»,
23 janvier 2022
23 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 5 **Dossier D2022-01-046**
Patoine Daniel c. [mis en cause non identifié]
23 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 6 **Dossier D2022-01-047**
Marc Antoine Saucier c. Xavier Brassard-Bédard, rédacteur en chef, et TVA
23 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 7 **Dossier D2022-01-048**
Maryse grondin c. Xavier Brassard-Bédard, rédacteur en chef, et TVA
24 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 8 **Dossier D2022-01-049**
Julien Ménard c. Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et Radio-Canada
24 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 9 **Dossier D2022-01-050**
Annie Dufresne c. Mathieu Bock-Côté, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Ne pas voir de la transphobie partout.», 24 janvier 2022
24 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 10 **Dossier D2022-01-051**
Annie Dufresne c. Joseph Facal, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le ressenti ne congédie pas la biologie», 24 janvier 2022
24 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 11 **Dossier D2022-01-052**
Annie Dufresne c. Éric Yvan Lemay, journaliste, et *Le Journal de Montréal*
«Chirurgies annulées, mais pas celle d'une meurtrière trans», 12 janvier 2021
25 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 12 **Dossier D2022-03-127**
Joany Deslandes c. Roxane Léouzon, journaliste, et *Le Devoir*
«Des gens traqués par la hausse du prix de l'essence», 12 mars 2022
12 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 13 **Dossier D2022-03-126**
Daniel Longchamps c. Jeff Fillion, animateur, et CHOI 98,1 Radio X
8 mars 2022
8 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 14 **Dossier D2022-03-125**
Danny Mercier c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
«TVA Nouvelles de 17 heures.», 4 mars 2022
5 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 15 **Dossier D2022-03-124**
Renaud Vimond c. Marion Thibaut, directrice, et François Cardinal, éditeur adjoint, et AFP Canada et *La Presse*
«Des sympathisants de Zemmour simulent des tirs sur Macron et des gauchistes», 21 décembre 2021
4 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 16 **Dossier D2022-02-121**
Sabrina Bourget c. Sophie Durocher, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Nommons Safia Nolin ministre de la Justice!», 23 février 2022
25 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 17 **Dossier D2022-02-120**
Jean Luc Rouette c. Sylvain Drapeau, journaliste, et TVA Nouvelles
LCN maintenant, 24 février 2022
24 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 18 **Dossier D2022-02-118**
Philippe Gravel c. Jonathan Tremblay, journaliste, et *Le Journal de Montréal* et TVA Nouvelles
«Tué en plein délire par un policier», 23 février 2022
24 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 19 **Dossier D2022-02-117**
Stéphane Gagnon c. Eric Thibault, journaliste et Félix Séguin, journaliste, et TVA Nouvelles
«Un criminel proche des Hells derrière la manif», 17 février 2022
24 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 20 **Dossier D2022-02-116**
5 plaignants c. Louise Deschâtelets, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Haro sur les non-vaccinés», 20 février 2022
22 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 21 **Dossier D2022-02-115**
Serge Dery c. Isabelle Hachey, chroniqueuse, et *La Presse*
«La fin d'un chapitre absurde», 19 février 2022
18 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 22 **Dossier D2022-02-113**
Stéphane Lemay c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Quand verra-t-on le vrai Éric Duhaime», 17 février 2022
17 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 23 **Dossier D2022-02-110**
Simon Legault c. Mario Dumont, animateur, et TVA Nouvelles
En Route vers les Élections, 16 février 2022
16 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 24 **Dossier D2022-02-109**
Mark-André Pépin c. Tristan Péloquin, journaliste, et *La Presse*
«Un fraudeur chez les camionneurs», 15 février 2022
15 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 25 **Dossier D2022-02-108**
Catherine Jouglin c. Nathalie Des Groseilliers, journaliste, et CIMT-CHAU
«Intimidation: quand l'école devient un lieu de souffrance.», 15 février 2022
15 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 26 **Dossier D2022-02-107**
Michele Pelletier c. Nora T. Lamontagne, journaliste et Erika Aubin, journaliste, et TVA
Nouvelles
«Siège à Ottawa: des enfants utilisés comme boucliers», 13 février 2022
14 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 27 **Dossier D2022-02-105**
Maxime Michaud-Ste-Marie c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur
en chef, TVA Nouvelles et Agence QMI
11 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 28 **Dossier D2022-02-104**
Marie-Claude Deblois c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Le Canada inspire l'extrême droite mondiale», 12 février 2022
11 mars 2022- Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence
d'opinions

- 29 **Dossier D2022-02-102**
Dominic Dufour c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
10 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 30 **Dossier D2022-02-101**
Carline Louis-Charles c. Vicky Pagé, journaliste, et *Le Reflet*
«La cheffe d'Ensemble Sainte-Catherine propose sa nouvelle équipe», 19 octobre 2021
10 mars 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 31 **Dossier D2022-02-100**
Aurelie Pointet c. Josée Legault, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Un échec politique et policier monumental», 9 février 2022
9 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 32 **Dossier D2022-02-099**
Martin Hébert c. Josée Legault, chroniqueuse, et *Le Journal de Québec*
«La bombe à fragmentation de Lightbound», 9 février 2022
9 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 33 **Dossier D2022-02-098**
3 plaignants c. Bernard Drainville, animateur, et 98.5 FM
Drainville PM, 8 février 2022
9 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 34 **Dossier D2022-02-096**
Jimmy Grandmaison c. Michel Jean, animateur, et LCN
LCN en direct, 5 février 2022
4 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 35 **Dossier D2022-02-095**
Nancy Cliche c. [mis en cause non identifié]
Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis, 4 mars 2022
- 36 **Dossier D2022-02-094**
Stephanie Nadeau c. Paul Larocque, animateur et Thomas Mulcair, commentateur, et TVA Nouvelles
«Des manifestants menacent de tenir un siège», 5 février 2022
4 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 37 **Dossier D2022-02-092**
Clément Fontaine c. Marc St-Hilaire, directeur général et rédacteur en chef, et *Le Quotidien*
«Gaz naturel et lutte aux changements climatiques: les deux font la paire», 25 janvier 2022
4 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 38 **Dossier D2022-02-090**
Martel c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
2 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 39 **Dossier D2022-02-089**
Annie Allard c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Taxe antivax : Caillou a encore gagné!», 2 février 2022
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 40 **Dossier D2022-02-087**
Stephan Jean c. Patrick Lagacé, animateur, et 98.5 FM
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 41 **Dossier D2022-02-086**
Michel Bbilodeau c. [mis en cause non identifié]
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 42 **Dossier D2022-02-085**
Mathieu Auger c. Elisabeth Crête, chroniqueuse, et 98.5 FM
Puisqu'il faut se lever, 2 février 2022
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 43 **Dossier D2022-01-080**
3 plaignants c. Tristan Péloquin, journaliste, et *La Presse* et 98.5 FM
«Le « convoi de la liberté » s'organise au Québec», 27 janvier 2022
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 44 **Dossier D2022-01-074**
9 plaignants c. Loïc Tassé, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Les antivaccins, une minorité mondiale nuisible», 30 janvier 2022
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 45 **Dossier D2022-01-061**
Nancy Cliche c. [mis en cause non identifié]
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 46 **Dossier D2022-02-084**
Maxime Philie c. Tristan Péloquin, journaliste, et *La Presse*
«La pandémie a créé des ponts entre le Québec et l’Ouest», 2 février 2022
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 47 **Dossier D2022-02-083**
Jean-Christian Brisson c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 48 **Dossier D2022-02-082**
Kevin Bourassa c. [mis en cause non identifié]
2 février 2022
2 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 49 **Dossier D2022-02-081**
Dominic Coutu c. Josée Legault, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Le convoi de la liberté...non, celui de la honte», 1er février 2022
1er mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 50 **Dossier D2022-01-079**
Isabelle Bérubé c. Frédéric Khalkhal, journaliste, et *Les Versants*
«Candidature de Véronique Mauro dans le district 5 à Saint-Bruno éligible à ce stade-ci», 3 novembre 2021
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 51 **Dossier D2022-01-078**
Mohamad Nourddine Al Moussawi c. Benoit Sabourin, journaliste, et *Le Droit*
«Un vendeur de voitures de Gatineau fait la vie dure à ses clients», 28 janvier 2022
«Primocar se défend et se rabat sur les inspections de la SAAQ», 28 janvier 2022
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 52 **Dossier D2022-01-076**
Gabrielle Harbeck-Bastien c. [mis en cause non identifié]
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 53 **Dossier D2022-01-072**
James Beauvais c. Josée Legault, commentatrice, et Radio-Canada
Le panel politique du 27 janvier 2022, 27 janvier 2022
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 54 **Dossier D2022-01-071**
Claude Duquette c. Pierre Bruneau, animateur, et TVA Nouvelles
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 55 **Dossier D2022-03-155**
Marc-Andre Bonetto c. Marie-Josée Gauvin, collaboratrice, et TVA
«Psycho: comment reconnaître l'hypersensibilité chez l'enfant?», 24 août 2021
23 septembre 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 56 **Dossier D2022-03-156**
Nicolas Grégoire c. Hina Alam, journaliste, *La Presse canadienne* et *La Presse*
«Le débat se poursuivra longtemps après la pandémie, disent des experts», 24 mars 2022
8 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 57 **Dossier D2022-03-157**
Julie Thivierge c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
TVA Nouvelles, 26 mars 2022
12 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 58 **Dossier D2022-03-158**
Jean Rey c. Mario Dumont, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Toute une aberration à l'Université de Montréal», 27 mars 2022
6 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 59 **Dossier D2022-03-159**
Martin Demers c. [mis en cause non identifié]
Direct avec Frank & Ian Sénéchal avec clavardage interactif, 30 mars 2022
6 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 60 **Dossier D2022-04-161**
Éric Messier c. Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et Radio-Canada
6 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 61 **Dossier D2022-04-162**
Éric Messier c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef
Mario Dumont, TVA Nouvelles et LCN, 19 janvier 2022
6 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 62 **Dossier D2022-03-153**
Marthe Tessier c. Emmanuelle Latraverse, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Annuler les Russes», 18 mars 2022
18 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 63 **Dossier D2022-03-152**
Annie Dufresne c. Kenza Belhadi, journaliste, et *Le Journal de Québec* et TVA
«Intimidée, une fillette de 10 ans s'enlève la vie», 15 mars 2022
15 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 64 **Dossier D2022-03-151**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et CHOI 98,1, Radio X Québec,
CHXX ROCK 100,9
15 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 65 **Dossier D2022-03-150**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et QUB radio
Le train fou du lobby LGBTQ+, 19 novembre 2019
15 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 66 **Dossier D2022-03-149**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Après le sexe : Changez de race!», 16 mars 2022
15 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 67 **Dossier D2022-03-148**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le pouvoir du lobby LGBTQ+», 19 octobre 2019
15 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 68 **Dossier D2022-03-147**
Annie Dufresne c. Joseph Facal, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Notre civilisation est aux soins palliatifs», 29 avril 2021
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription

- 69 **Dossier D2022-03-146**
2 plaignants c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Merci, chose!», 26 janvier 2017
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 70 **Dossier D2022-03-145**
Annie Dufresne c. Lise Ravary, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Les mots», 5 février 2017
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 71 **Dossier D2022-03-144**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«La fête de qui?», 19 juin 2016
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 72 **Dossier D2022-03-143**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Beding bedang», 5 avril 2017
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 73 **Dossier D2022-03-142**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Une belle gang d’hypocrites (2)», 9 juillet 2017
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 74 **Dossier D2022-03-141**
Annie Dufresne c. Sophie Durocher, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Le retour de Janette Bertrand», 4 octobre 2019
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 75 **Dossier D2022-03-140**
Annie Dufresne c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef et
Dany Doucet, rédacteur en chef, TVA Nouvelles et *Le Journal de Montréal*
«Richard Martineau bloqué sur Facebook», 18 avril 2019
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription

- 76 **Dossier D2022-03-139**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Êtes-vous fluides ?», 12 novembre 2018
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 77 **Dossier D2022-03-138**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Quand la rectitude politique menace la science», 18 septembre 2018
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 78 **Dossier D2022-03-137**
Annie Dufresne c. Lise Ravary, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Impardonnable outrage à Lise Payette», 10 septembre 2018
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 79 **Dossier D2022-03-136**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Avec nous ou contre nous», 6 février 2018
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 80 **Dossier D2022-03-134**
2 plaignants c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Un pur esprit», 13 mars 2022
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 81 **Dossier D2022-03-128**
Annie Dufresne c. Lise Ravary, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Toilettes transgenres à l'école», 26 avril 2016
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 82 **Dossier D2022-03-129**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Une vraie femme», 1er mai 2016
11 mars 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 83 **Dossier D2022-03-130**
Annie Dufresne c. Marie-Christine Noël, journaliste, et *Le Journal de Montréal*
«La transgenre en cavale arrêtée pour un incendie.», 30 mai 2016
11 mars 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription

- 84 **Dossier D2022-03-131**
Annie Dufresne c. Lise Ravary, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Enfants transgenres : prudence», 31 mai 2016
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 85 **Dossier D2022-03-132**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Les vieux ne sont pas assez cool», 22 juin 2016
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 86 **Dossier D2022-03-133**
Annie Dufresne c. Mario Dumont, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Atteinte à ma liberté d'expression», 17 février 2021
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 87 **Dossier D2022-03-135**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Chronique inclusive», 28 décembre 2016
13 avril 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 88 **Dossier D2022-04-165**
Michael Carley c. Romain Schué, journaliste, et Radio-Canada
«Malaise à l'UdeM, un professeur pro-Poutine défend l'invasion russe», 23 mars 2022
20 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 89 **Dossier D2022-01-005**
Pierre Lafond c. Claude Labelle, directeur général, et *Journal Accès*
«Élections municipales à Sainte-Adèle », 4 janvier 2022
4 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 90 **Dossier D2022-01-007**
Carl Sawyer c. Carolie Laplante, journaliste, et *La Presse*
«Le passeport vaccinal à la SAQ et SQDC», 4 janvier 2022
4 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 91 **Dossier D2022-01-008**
Aggeliki Batelli c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
4 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 92 **Dossier D2022-01-009**
Carl Sawyer c. Dany Doucet, rédacteur en chef, et *Le Journal de Montréal*
«Pourquoi pas un Vaccimpôt?» 4 janvier 2022
4 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 93 **Dossier D2022-04-172**
7 plaignants c. Joseph Facal, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«On ne congédie pas facilement la science», 23 avril 2022
27 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 94 **Dossier D2022-05-184**
Martin Gamache c. Geneviève Rossier, directrice générale et Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et *La Presse canadienne* et *Radio-Canada*
«Aucun nouveau décès et baisse des hospitalisations liées à la COVID-19 au Québec», 23 mai 2022
25 mai 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 95 **Dossier D2022-05-181**
Daphnée Geoffrion c. *Montreal Gazette*
18 mai 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 96 **Dossier D2022-05-180**
Annie Dufresne c. Mathieu Bock-Côté, chroniqueur, et *Le Journal de Québec* et *Le Journal de Montréal*
«À la défense des gens ordinaires», 5 mai 2022
18 mai 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions
- 97 **Dossier D2022-05-179**
Manuel Reis c. Stéphane St-Amour, journaliste, et *Courier Laval*
18 mai 2022- Règlement 2, article 1.02 Respect
Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 98 **Dossier D2022-05-178**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Faudra-t-il changer notre façon de parler?», 7 mai 2022
11 mai 2022- Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions

- 99 **Dossier D2022-04-167**
2 plaignants c. Kathyne Lamontagne, journaliste et Pascal Dugas Bourdon, journaliste, et *Le Journal de Québec*
«C'est une arnaque, une autre garderie aurait floué des parents.», 4 avril 2022
20 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 100 **Dossier D2022-05-176**
Claudia Nguyen c. Paul Journet, chroniqueur, et *La Presse*
«La guerre contre qui, au juste?», 25 mars 2022
4 mai 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 101 **Dossier D2022-04-175**
Raphael Gagnon c. Francis Pilon, journaliste, et *Le Journal de Montréal*
«De jeunes Québécois invités en secret à tirer avec ses armes», 29 avril 2022
4 mai 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 102 **Dossier D2022-04-174**
Yves Laberge c. Henri Ouellette-Vézina, journaliste, et *La Presse*
«Bilan de la Covid», 27 avril 2022
27 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 103 **Dossier D2022-04-171**
Yves Laberge c. Denis Lévesque, animateur, et TVA Nouvelles
Denis Lévesque, 21 avril 2022
27 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 104 **Dossier D2022-04-170**
Yves Laberge c. Pierre-André Normandin, journaliste, et *La Presse*
«Bilan Covid-19», 21 avril 2022
27 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 105 **Dossier D2022-04-169**
Yves Laberge c. Dany Doucet, rédacteur en chef, et *Le Journal de Montréal*
«COVID-19», 20 avril 2022
27 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général

- 106 **Dossier D2022-04-166**
Yves Laberge c. Henri Ouellette-Vézina, journaliste, et *La Presse*
«Bilan de la Covid», 18 avril 2022
20 avril 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 107 **Dossier D2022-04-163**
Alexis Cossette-Trudel c. Tristan Péloquin, journaliste, et *La Presse*
«La propagande russe relayée au Québec», 6 avril 2022
13 avril 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 108 **Dossier D2022-05-182**
Martin Gamache c. Alice Girard-Bossé, journaliste, et *La Presse*
«Le Québec a rapporté lundi 20 hospitalisations en moins et aucun nouveau décès.»,
23 mai 2022
25 mai 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 109 **Dossier D2022-05-183**
Alexandre Ferland c. Josée Blanchette, chroniqueuse, et *Le Devoir*
25 mai 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 110 **Dossier D2022-05-185**
Alexandre Poirier c. Valérie Lessard, chef de contenu, et *Le Soleil de Châteauguay* et
Le Reflet
«Alexandre Poirier coupable d'une accusation sur deux», 25 mai 2022
1er juin 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 111 **Dossier D2022-06-186**
Nathalie Parent c. Diane Lamarre, commentatrice, et TVA
8 juin 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 112 **Dossier D2022-06-187**
Marc-Étienne Mongrain c. *La Presse*
«Les Sœurs Boulay s'installent chez Simone Records», 16 mai 2022
15 juin 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 113 **Dossier D2022-02-114**
Carl Sawyer c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
«Liberté et liberté», 18 février 2022
18 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 114 **Dossier D2022-02-103**
Alain Dinel c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
«À quand votre « just watch me » monsieur Trudeau», 10 février 2022
11 mars 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 115 **Dossier D2022-01-075**
Maxime Michaud-Ste-Marie c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 116 **Dossier D2022-01-073**
Maxime Michaud-Ste-Marie c. [mis en cause non identifié]
28 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 117 **Dossier D2022-01-070**
2 plaignants c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Tant qu'à dégenrer, dégenrons!», 23 novembre 2021
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 118 **Dossier D2022-01-069**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le zizi et la coupe bikini», 28 juillet 2019
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 119 **Dossier D2022-01-068**
Annie Dufresne c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Un homme ne peut pas être enceint», 9 août 2017
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 120 **Dossier D2022-01-067**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Le sexe en folie», 30 janvier 2017
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription

- 121 **Dossier D2022-01-066**
Annie Dufresne c. Emmanuelle Latraverse, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«La dictature de la minorité», 4 janvier 2022
28 février 2022- Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions
- 122 **Dossier D2022-01-065**
Annie Dufresne c. Mathieu Bock-Côté, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Un homme n'est pas une femme», 4 juillet 2018
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 123 **Dossier D2022-01-064**
Annie Dufresne c. Sophie Durocher, chroniqueuse, et *Le Journal de Québec*
«Une blague transphobe, vraiment?», 3 octobre 2021
28 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 124 **Dossier D2022-01-062**
Pierre Veilleux c. Xavier Brassard-Bédard, rédacteur en chef, et TVA
Salut Bonjour et LCN, 26 janvier 2022
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 125 **Dossier D2022-01-060**
Guillaume Fortin c. Francis Pilon, journaliste, et TVA Nouvelles
«Grandes Surfaces SQDC et SAQ trop facile de magasiner avec un faux passeport»,
26 janvier 2022
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 126 **Dossier D2022-01-059**
Paternel Rukebesha c. [mis en cause non identifié]
25 février 2022- Règlement 2, article 2.01 Équité procédurale
- 127 **Dossier D2022-01-058**
3 plaignants c. Josée Legault, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
« Jusqu'où accommoder les non-vaccinés? », 25 janvier 2022
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions

- 128 **Dossier D2022-01-057**
2 plaignants c. Stéphanie Vallet, journaliste, et *Le Devoir*
«Enquête sur Jasmin Roy», 25 janvier 2022
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 129 **Dossier D2022-01-056**
Pierre Bureau c. *La Presse*
«De nouveaux poumons pour des non-vaccinés», 25 janvier 2022
25 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 130 **Dossier D2022-01-055**
Annie Dufresne c. Dany Doucet, rédacteur en chef, et *Le Journal de Montréal*
«Le genre noble contre la novlangue», 25 décembre 2021
25 février 2022- Règlement 2, article 1.02 Respect
Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 131 **Dossier D2022-01-054**
2 plaignants c. Lise Ravary, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Vol d'identité», 21 juillet 2018
25 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 132 **Dossier D2022-01-053**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
« Une transgenre préside la FFO », 17 décembre 2017
25 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 133 **Dossier D2022-01-045**
Mélanie Lampron c. [mis en cause non identifié]
23 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 134 **Dossier D2022-01-043**
Cindy Lebeau c. [mis en cause non identifié]
23 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 135 **Dossier D2022-01-042**
Izabel Samson c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Respecter le «choix» des antivaccins?», 27 juillet 2021
22 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription

- 136 **Dossier D2022-01-041**
Jimmy Lavallée-Carignan c. Isabelle Hachey, chroniqueuse, et *La Presse*
«De l'amour pour Madame Marie-Ève», 21 janvier 2022
21 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 137 **Dossier D2022-01-040**
Carl Sawyer c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le PCQ de Duhaime: par ici les coucous.», 19 janvier 2022
18 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 138 **Dossier D2022-01-039**
Carl Sawyer c. Sophie Durocher, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal*
«Casabonne dans un parti qui se fout de la culture.», 19 janvier 2022
18 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 139 **Dossier D2022-01-038**
3 plaignants c. Julie Snyder, animatrice, et Noovo
La semaine des 4 Julie, 19 janvier 2022
18 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 140 **Dossier D2022-01-035**
Annie Dufresne c. Denise Bombardier, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le dégenrage», 23 mars 2018
17 février 2022- Règlement 2, article 11.01 Prescription
- 141 **Dossier D2022-01-033**
Maxime Michaud-Ste-Marie c. Émilie Dubreuil, journaliste, et Radio-Canada
16 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 142 **Dossier D2022-01-031**
Manon Bougie c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
LCN, 15 janvier 2022
15 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 143 **Dossier D2022-01-029**
David Charette c. Héloïse Archambault, journaliste, et *Le Journal de Montréal*
«Triste record de patients hospitalisés aux soins intensifs», 14 janvier 2022
14 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 144 **Dossier D2022-01-028**
3 plaignants c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Oui à une taxe pour emmerder les non-vaccinés», 13 janvier 2022
14 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 145 **Dossier D2022-01-027**
Christian Thibault c. [mis en cause non identifié]
14 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
Règlement 2, article 13.10 Personne visée
- 146 **Dossier D2022-01-026**
2 plaignants c. Michel David, chroniqueur, et *Le Devoir*
«La taxe taouin», 13 janvier 2022
14 février 2022- Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions
- 147 **Dossier D2022-01-025**
5 plaignants c. Yannick Bergeron, journaliste, et Radio-Canada
«Ex-couple d'Occupation double : PH Cantin poursuit Jessie Nadeau pour diffamation», 12 janvier 2022
11 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
Règlement 2, article 13.07 Correctif apporté
- 148 **Dossier D2022-01-024**
Maximilian May c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef et Dany Doucet, rédacteur en chef, et TVA Nouvelles et *Le Journal de Montréal*
«3e dose dès la fin des symptômes pour les personnes ayant eu la COVID-19», 12 janvier 2022
11 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 149 **Dossier D2022-01-023**
Cedric Coussy c. Louise Leduc, journaliste, et *La Presse*
«Hausse marquée des hospitalisations pédiatriques», 11 janvier 2022
11 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 150 **Dossier D2022-01-022**
5 plaignants c. Denise Bombardier, chroniqueuse, et *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*
«1-0 pour les non-vaccinés», 10 janvier 2022
10 février 2022- Règlement 2, article 14.01 Plaintes antérieures semblables
Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 151 **Dossier D2022-01-021**
Jean-Francois Aubry c. Julien Dufour, caricaturiste, et *Le Journal de Montréal*
La caricature de Julien Dufour, 10 janvier 2022
10 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 152 **Dossier D2022-01-020**
Emmanuel Maz c. François Cardinal, éditeur adjoint, et *La Presse*
«Des centaines de personnes manifestent à Montréal», 9 janvier 2022
9 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 153 **Dossier D2022-01-019**
Ambroise Pelpel c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Les non-vaccinés, arrêtez de niaiser», 9 janvier 2022
9 février 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 154 **Dossier D2022-01-018**
Anthony Guido c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
«Pour les non-vaccinés: augmentons immédiatement les incitatifs à la vaccination», 9 janvier 2022
9 janvier 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 155 **Dossier D2022-01-015**
Josee Beaudoin c. Elias Makos, animateur, et CJAD 800 (Bell Média)
7 janvier 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 156 **Dossier D2022-01-014**
Yan St-gelais c. Xavier Brassard-Bédard, directeur général et rédacteur en chef, et TVA Nouvelles
«Dépistons et confinons les non-vaccinés», 6 janvier 2022
6 janvier 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 157 **Dossier D2022-01-013**
Mathieu Simard c. Léa Carrier, journaliste, et *La Presse*
«Le passeport vaccinal sera exigé à la SAQ et à la SQDC», 6 janvier 2022
6 janvier 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 158 **Dossier D2022-01-012**
Maude Tremblay c. Patrick Lagacé, journaliste, *La Presse* et 98.5 FM
5 janvier 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 159 **Dossier D2022-01-011**
Ionut-Valentin Vîgaru c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
«Les syndicats savent-ils que la grange est en feu ?», 29 décembre 2021
5 janvier 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 160 **Dossier D2022-07-190**
Alexandre Courtois c. *Le Mouton noir*
«Dégonfler des pneus, un nouveau loisir écologique», 22 juin 2022
13 juillet 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 161 **Dossier D2022-07-192**
Benoit Huard c. François Cardinal, éditeur adjoint, et *La Presse*
«Densifier, c'est aussi démocratiser», 18 juin 2022
30 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 162 **Dossier D2022-07-191**
Benoit Huard c. Stéphanie Grammond, éditorialiste en chef, et *La Presse*
«Densifier, c'est la clé», 2 juillet 2022
18 août 2022- Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions
Règlement 2, article 13.07 Correctif apporté
- 163 **Dossier D2022-07-193**
2 plaignants c. Pascale Lévesque, journaliste, et *Le Devoir*
«Québécoises : bienvenue aux blancs», 16 juillet 2022
18 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 164 **Dossier D2022-07-194**
Louise Saintonge c. Angie Landry, journaliste, et Radio-Canada
«COVID-19 : l'impact du vaccin sur le cycle menstruel mieux cerné», 19 juillet 2022
18 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 165 **Dossier D2022-07-195**
Giovanni Graniero c. Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et Radio-Canada
«Des candidats du Parti conservateur du Québec partagent des thèses complotistes»,
28 juillet 2022
18 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 166 **Dossier D2022-08-196**
Normand Bédard c. François Cardinal, éditeur adjoint, et *La Presse*
«Les femmes ne sont pas des animaux !», 14 juillet 2022
18 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 167 **Dossier D2022-08-198**
Amelie Beaulieu c. Maxime Bertrand, directrice des relations citoyennes, et Radio-Canada
Bulletin de Nouvelles du midi, 28 août 2022
30 août 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 168 **Dossier D2022-08-199**
2 plaignants c. Jacques (Boris) Goldstyn, caricaturiste, et *Montreal Gazette*
Caricature 1922-2022 / Les 100 ans de René Lévesque », accompagnant l'éditorial
« False Nostalgia Around Levesque », 30 août 2022
8 septembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 169 **Dossier D2022-09-200**
Éric Plamondon c. Patrice Roy, animateur et Radio-Canada
Cinq chefs - Une élection, 4 septembre 2022
20 septembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 170 **Dossier D2022-09-201**
Gérard Marcil c. Marie-Andrée Chouinard, rédactrice en chef, et *Le Devoir*
«La Terre crie», 31 août 2022
20 septembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 171 **Dossier D2022-09-202**
Michelle Tarissants c. Henri Ouellette-Vézina, journaliste, et *La Presse*
«Vos, questions, les réponses d'une politicologue», 16 septembre 2022
20 septembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 172 **Dossier D2022-09-204**
2 plaignants c. Jimmy Lajoie Boucher, journaliste, et *Courrier Laval*
«Une candidate du PQ à Laval dans l'eau chaude», 26 septembre 2022
3 novembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 173 **Dossier D2022-09-207**
2 plaignants c. Joseph Facal, chroniqueur, *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*
«Pourquoi cette poussée du sentiment anti-immigration?», 27 septembre 2022
26 octobre 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 174 **Dossier D2022-10-208**
Denis Vermette c. Dany Doucet, rédacteur en chef, et *Le Journal de Montréal*
3 octobre 2022
13 octobre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 175 **Dossier D2022-10-209**
Pierre Cloutier c. Sophie Durocher, chroniqueuse et Dany Doucet, rédacteur en chef, et *Le Journal de Montréal*
«Guy Nantel et les deux solitudes» 21 septembre 2022
13 octobre 2022- Règlement 2, article 10.02 Détails de la plainte
Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 176 **Dossier D2022-10-210**
Denis Bergeron c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
«Le maire Miranda perd les pédales», 8 octobre 2022
13 octobre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
Règlement 2, article 13.03 Diffamation, publicité ou divergence d'opinions
- 177 **Dossier D2022-10-211**
Claudia Nguyen c. Fanny Lévesque, journaliste, et *La Presse*
Carnet de campagne, 15 septembre 2022
20 octobre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 178 **Dossier D2022-10-214**
Eliane Hajjar c. Marie-Andrée Chouinard, rédactrice en chef, et *Le Devoir*
«Une violence systémique envers les immigrants», 16 septembre 2022
26 octobre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 179 **Dossier D2022-10-215**
Martine B. Côté c. Émilie Clavel, journaliste, et *Noovo*
«Prostitution: une lettre ouverte dénonce les positions d'un candidat de QS», 23 septembre 2022
26 octobre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 180 **Dossier D2022-10-217**
12 plaignants c. Améli Pineda, journaliste et *Le Devoir*
«Du FLF à Dis son nom : Le legs des mouvements féministes»
«Les mouvements sociaux peuvent-ils faire bouger les choses ?»
16 novembre 2022- Règlement 2, article 13.02 Commentaire général
- 181 **Dossier D2022-10-218**
Eric Chamberland c. Patrick Lagacé, journaliste, et *La Presse*
«La PM de l'Alberta est une complotiste», 28 octobre 2022
2 novembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 182 **Dossier D2022-11-223**
Sébastien Lemieux c. Richard Martineau, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
«Le wokisme est une maladie mentale», 28 novembre 2022
30 novembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis

- 183 **Dossier D2022-12-226**
Marie-Christine Le Mével c. Kevin Crane-Desmarais, journaliste et LCN
LCN Nouvelles, 14 novembre 2022
8 décembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 184 **Dossier D2022-12-232**
Gaëtan Therrien c. Patrice Moore, animateur et Radio Cool 103.5FM
Enquête de Stéphane Tremblay, 9 décembre 2022
14 décembre 2022- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 185 **Dossier D2022-12-233**
Louise Reid c. Mathieu Bock-Côté, chroniqueur, et *Le Journal de Montréal*
11 janvier 2023- Règlement 2, article 13.01 Manquement non significatif ou imprécis
- 186 **Dossier D2022-04-173**
Clément Fontaine c. Marc St-Hilaire, directeur général et rédacteur en chef, et *Le Quotidien*
«Nuisances sonores: retour sur les silencieux modifiés», 9 avril 2022
9 février 2023- Règlement 2, article 14.01 Plaintes antérieures semblables

Dossiers clos

- 1 **Dossier D2022-12-231**
François Landry c. André Léonard, animateur et CFLO
«Technique d'intimidation envers les employés: démission de François Landry», 6 décembre 2022
8 décembre 2022- Retrait plainte